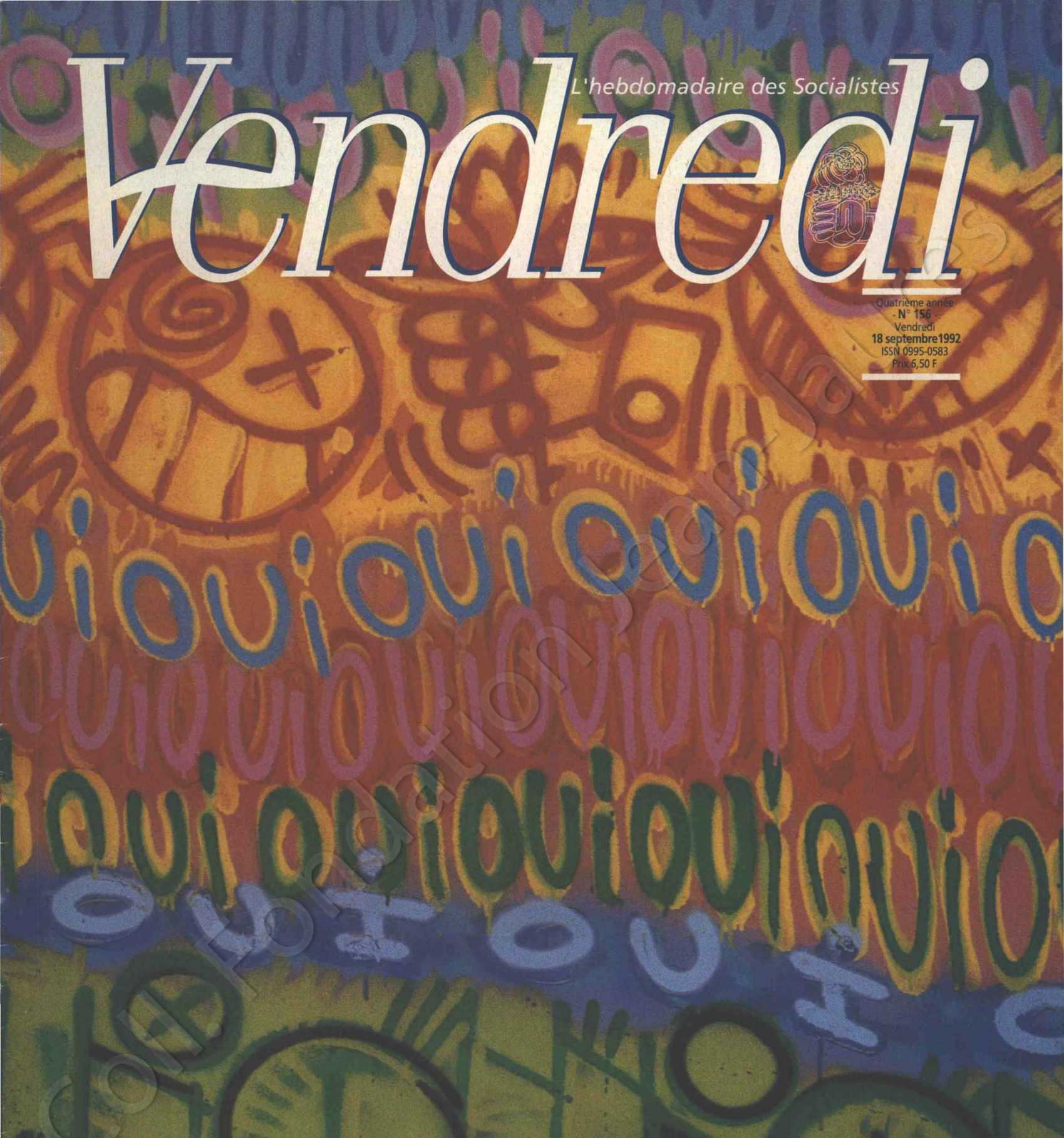
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Quatrième année
- N° 156
Vendredi
18 septembre 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



EUROPE : VOTEZ OUI

Copyright Fondation Jaurès

Votre courrier

OUI

Je rentre d'un séjour d'un mois dans les pays d'Europe de l'Est que j'ai visités avec ma famille : ex-RDA, Pologne, Ukraine, Roumanie, Hongrie et Tchécoslovaquie, ainsi que quelques lieux symboliques pour l'Europe, Auschwitz, Chestochova, Austerlitz.

Ce que j'y ai vu et appris par de nombreux contacts a achevé de me convaincre de la nécessité de construire une Europe puissante et solidaire. Coupé pendant un mois de l'actualité française, je croyais ce sentiment naturellement partagé par une grande majorité de nos concitoyens. Or, rentrant au pays, je découvre avec surprise et consternation que les partisans du non pourraient l'emporter.

Nous avons, nous Européens de l'Ouest, plaidé pendant 40 ans pour que ces pays reconquièrent leur liberté et nous nous sommes réjouis lorsqu'ils ont réussi à soulever le couvercle de plomb qui pesait sur eux, à jeter aux orties ce régime dictatorial qui les oppressait. Et après cette victoire historique, nous les abandonnerions à leur misère, à leurs démons du nationalisme et de la xénophobie ?

Car il faut savoir plusieurs choses.

• Ils sont indéniablement des Européens. Nous avons été frappés de la proximité de leur histoire, de leur civilisation avec la nôtre. Leurs références historiques, leur culture, leurs villes, leur religion (et leurs luttes religieuses) sont les nôtres, intimement.

• Ils sont dans des difficultés économiques gigantesques. Si l'économie de marché est le seul mode d'organisation économique efficace, il ne suffit pas de la décréter pour qu'elle produise ses effets bénéfiques. Il leur faudra du temps, beaucoup de temps, pour rattraper notre niveau de vie. Jusque-là, la misère, les frustrations, l'abandon d'avantages acquis vont nourrir les tentations de retour en arrière ou de fuite en avant.

• Les nationalismes s'exacerbent. Savons-nous qu'en Tchécoslovaquie (qui a su, après guerre, renvoyer 3 millions d'habitants des Sudètes en Allemagne) les Slovaques et les habitants de Bohême-Moravie se séparent ; mais qu'eux-mêmes, Slaves, ne s'entendent pas avec leurs concitoyens d'origine hongroise ou tzigane ? Que le pacte Ribbentrop-Molotov a amputé, au profit de l'Ukraine, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie ? Que Staline a distrait de la partie roumaine (la Moldavie) des territoires au profit de l'Ukraine (mais inversement aussi) ?

On pourrait continuer à l'infini : nationalisme et xénophobie sont palpables là-bas, on sent des populations prêtes à s'entre-déchirer (et l'Ukraine possède l'arme atomique). Privés de débat démocratique depuis toujours (ou longtemps), privés de partis et d'hommes politiques responsables et expérimentés, bousculés par le chômage qui s'accroît, la misère qui se développe, l'inflation qui ruine, ces peuples, nos frères européens, crient au secours, demandent qu'on les aide à ne pas sombrer dans le drame. Ils le demandent à l'Europe démocratique, havre de paix et de liberté, modèle de développement.

La France, chacun de nos pays, sont incapables politiquement et économiquement de leur apporter une aide substantielle, efficace et de longue haleine. Le traité de Maastricht a l'ambition de créer ce pôle économique qui pourra mobiliser des moyens à la hauteur nécessaire. Lorsque l'on connaît ces pays, on se rend compte de l'inanité d'une adhésion immédiate à la CE : elle achèverait de les ruiner, de les dépecer et ne ferait qu'aggraver leurs difficultés. Pour eux, l'adhésion à la CE ne peut être aujourd'hui qu'un but et non un moyen. Aidons-les à y parvenir.

Décider une telle assistance nécessite des moyens économiques, mais surtout une volonté politique commune, des organes de décision que Maastricht essaie de bâtir. Sans revenir sur de vieilles lunes, si la CE n'avait pas été un échec, nous serions aujourd'hui plus présents et plus efficaces en Yougoslavie.

Les pays d'Europe de l'Est ont aussi besoin de références humanistes, démocratiques, de garde-fous (le terme est approprié). Les tendances à l'éclatement, à l'émiettement que nous constatons, cette logique de communautés nationales étriquées, parfois de "tribus", portent le germe de déchirements sanglants.

La référence forte, manifeste, dynamique d'une Europe politiquement unie est aussi un gage de stabilité. Nous devons sans doute tenter de les intégrer progressivement à notre Communauté européenne. La CSCE et la confédération proposée par le président Mitterrand sont certainement des voies à explorer.

Ce plaidoyer proMaastricht pour les pays de l'Est n'est pas seulement généreux, "charitable". Je voudrais que nous, Français, prenions conscience de la responsabilité que nous avons face à des Européens que nous avons encouragés dans la voie de la liberté : ne les abandonnons pas par un repli frileux. Mais il est aussi égoïste : il y a déjà plus de blessés et de morts français et d'Europe de l'Ouest en Yougoslavie que dans la guerre du Golfe. La vague d'immigration qui se dessine pourrait nous déstabiliser (voir l'Allemagne de l'Est).

Je voulais vous présenter sommairement ces réflexions, certes partielles et d'un objet limité, car le risque d'un non à Maastricht me surprend et m'inquiète profondément.

PIERRE BOULIER
Marcq-en-Barœul (59).

OUI

On parle beaucoup de l'Europe. Nous faisons partie des pays riches, industrialisés, et nous, nous ne souffrons pas de la sécheresse, de famines régulières, nous n'avons pas des centaines de gosses qui meurent par jour. Nos enfants sont quand même favorisés. Il ne faut pas se voiler la face.

L'Afrique, la Yougoslavie, l'Amérique latine, l'Inde, devraient nous faire comprendre que, construire l'Europe, c'est bien, c'est primordial, mais qu'il faudra aller encore plus loin.

Bien sûr, le projet est loin d'être parfait, le social n'y a pas beaucoup de place et, là-dessus, il faudra travailler. Ce sera long. A long terme, notre planète et tous ses gouvernements, qu'ils le veuillent ou non, devront un jour s'unir pour sortir de l'impasse de la surpopulation, de la famine et enfin mettre fin à toutes ces guerres à répétition. A la fin du XXe siècle, nous n'avons plus le temps de nous chamailler comme des gosses. Nous devrions nous souvenir qu'il y a eu deux grandes guerres et qu'elles ont coûté cher à tous.

Le traité doit être la locomotive de départ, d'un grand avenir pour l'Europe, mais aussi pour le monde, l'exemple type selon lequel rien n'est impossible à condition de le vouloir et de ne pas penser uniquement à soi.

MICHEL DUVIGNAU
Mérignac (33).

OUI

Au soir du 20 septembre, le futur de l'Europe restera à construire. Le traité est un cadre qui évoluera en fonction de la mobilisation et de l'organisation des citoyens européens. Si, à l'expérience, certaines de ses dispositions (par exemple les procédures de mise en œuvre d'une politique monétaire) s'avéraient négatives pour la croissance et l'emploi, comment s'imaginer que la situation resterait en l'état ?

A partir ou au-delà du traité, il faudra lutter pour une Europe de l'emploi et de la solidarité.

Je suis un partisan nuancé du oui à Maastricht. Sensible aux nombreux aspects positifs du traité, je redoute cependant ce fleuve inconnu où je devrai voguer sur des eaux glacées hantées par un monstre monétariste.

Comme tout choix pour l'avenir, Maastricht est un pari. Mais c'est un pari qui nous ouvre des perspectives. Par exemple, celle d'un pôle européen capable de peser significativement sur le destin du monde en matière économique, sociale et géopolitique. Ce qui n'est pas tellement le cas aujourd'hui !

Si je respecte le choix de chacun des tenants du non, je n'en suis pas moins ébahi par le spectacle surréaliste du caractère hétéroclite du camp des hérault du non : du national-populisme nostalgique au national-communisme en deuil d'internationalisme, du patriotisme républicain orphelin du marxisme au gaullisme orthodoxe ou schismatique c'est selon, et de l'écologisme fondamentaliste au récent avatar médiatique d'une certaine chouannerie.

Je ne veux pas courir le risque de me réveiller, le 20 septembre, dans une France et une Europe rabougries. Je voterai donc oui le 20 septembre. Ce sera un oui raisonné, un oui vigilant pour l'avenir, un oui à une Europe de l'emploi et de la solidarité. Cela implique lutte et mobilisation des citoyens.

L'Europe sera aussi ce que nous la ferons.

PIERRE JAFFRY
Rennes (35).

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip,Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal. de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lemire / Gamma. (p. 9) ; Fritsch / D.R. (pp. 12, 21 et 22), J.-C. Francolon / Gamma (p. 15) ; Caratini / Sygma (p. 16) ; D.R / R.M.N. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE

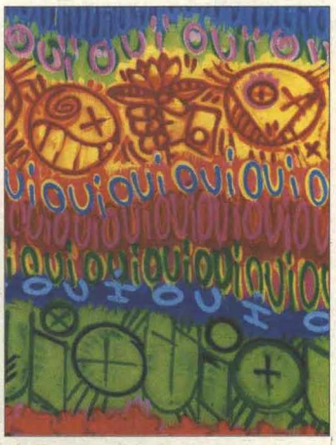
4 *La dernière ligne droite pour le oui*
5 *Laurent Fabius*
6 *La gauche pour l'Europe sociale*
7 *Les élus locaux pour le oui*
8 *Henri Emmanuelli : un calcul politique*
9 *Société et prison*

11 à 14 DOSSIER
Le rôle de la France

11 *La défense, l'Europe et la paix*
12 *La longue marche vers une défense européenne*
13 *Les nouvelles missions de l'armée française*

INTERNATIONAL

14 • *L'Internationale socialiste*
• *Willy Brandt*
15 • *L'eurogauche avance*
• *Bosnie : témoignage sur une tragédie contagieuse*



▲ *Europe : votez oui (pp. 4 à 7).*



▲ *L'Internationale socialiste (p. 14).*



▲ *Les Etrusques (p. 21).*

ECONOMIQUE / SOCIAL

16 *L'esprit de Maastricht*

SOCIETE

17 • *Les pionniers d'un collège rural*
• *La rénovation des collèges*

VIE PRATIQUE

18 *L'Europe avec les handicapés*

CROQUIS

19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE

21 • *Les Etrusques*
• *Sol En Si*
22 • *Post-scriptum*
• *Film : "Le Chêne"*

INVITE

23 *Dominique Desanti*

EN COUVERTURE : *extrait d'un tableau d'André.*

Claude Estier

11 sept.

Un sondage publié par "Midi Libre" indique que le Languedoc-Roussillon voterait non à 51%. Le monde agricole est franchement hostile à Maastricht, et particulièrement les viticulteurs, qui oublient un peu vite ce que l'Europe leur a apporté, y compris depuis son élargissement à l'Espagne qu'ils avaient combattu avec tant de virulence et qui s'avère aujourd'hui bénéfique pour toute la région. Pourtant, ce soir, à Clermont-l'Hérault, dans cette salle de théâtre archi-comble, c'est un public particulièrement attentif qui écoute les arguments des orateurs socialistes, parmi lesquels le bourgmestre adjoint de la ville allemande jumelée, qui reçoit un accueil chaleureux.
Je m'efforce de répondre aux contre-vérités que répètent chaque jour les partisans du non. A commencer par Charles Pasqua, qui tient justement meeting à quelques kilomètres de là, et dont je rappelle qu'après avoir pris position le 2 juin, au Sénat, pour la ratification du traité, il a changé d'avis pour des raisons purement politiciennes. Comme de Villers, et comme maintenant Séguin, il n'a qu'une idée en tête : abattre Mitterrand.
C'est peut-être une erreur de stratégie si, comme l'a souligné cette semaine Jérôme Jaffré dans "Le Monde", la grande majorité des Français entend répondre à la question posée et non à celui qui la pose.

13 sept.

Nous voici entrés dans une sorte de tunnel puisque aucun nouveau sondage -quel déluge depuis deux semaines !- ne sera publié avant le vote de dimanche. Les trois derniers (SOFRES-TF1, Ifop-"Journal du Dimanche", Ipsos-"Le Point") s'accordent pour situer le oui entre 52 et 53%. Avantage fragile qui laissera donc jusqu'au bout planer l'incertitude. Comme toujours en pareil cas, ceux qui se décideront au dernier moment -ils sont encore plusieurs millions à hésiter- feront la différence.
Un indice intéressant, confirmé par toutes les enquêtes d'opinion, est qu'une forte majorité croit à la victoire du oui et la souhaite, comme si une partie de ceux qui ont l'intention de voter non, pour des raisons qui n'ont souvent rien à voir avec Maastricht, avaient conscience que la France a plus à gagner à ratifier ce traité, même imparfait, plutôt qu'à provoquer une crise dont l'Europe ne se relèverait pas avant longtemps.
A ceux qui continuent à dire qu'il aurait mieux valu ne pas prendre le risque du référendum, François Mitterrand répond superbement dans l'interview qu'il a accordée à trois grands journaux européens avant d'être hospitalisé pour quelques jours : "Mesure-t-on bien ce qu'aurait été pour la suite des choses le risque inverse, celui d'une ratification sans véritable consentement populaire ? Il fallait cette épreuve de vérité."
La principale vertu du référendum est, en effet, d'avoir provoqué un formidable intérêt pour les questions européennes demeurées jusqu'ici l'affaire de spécialistes. Que le oui l'emporte au terme de ce grand débat, la France aura montré un exemple qui lui vaudra à coup sûr un surcroît d'autorité internationale. L'attente anxieuse que l'on constate dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de l'Est, et dont ont témoigné samedi nos hôtes étrangers au grand rassemblement de Béthune, donne la mesure du rôle que chacun reconnaît à notre pays. Comment pourrions-nous nous dérober ?

14 sept.

A la fête de "L'Humanité" où, pendant trois jours, le non a été martelé sur tous les tons, Pierre Zarka a affirmé que son succès serait "la vérification qu'ensemble nous avons les moyens d'arracher des victoires." Ensemble ? C'est-à-dire avec Le Pen, avec Pasqua, avec de Villiers ? Voilà une belle coalition en perspective pour les militants communistes ! Il est vrai qu'à La Courneuve, on a aussi vanté les mérites de... Jeanne d'Arc !

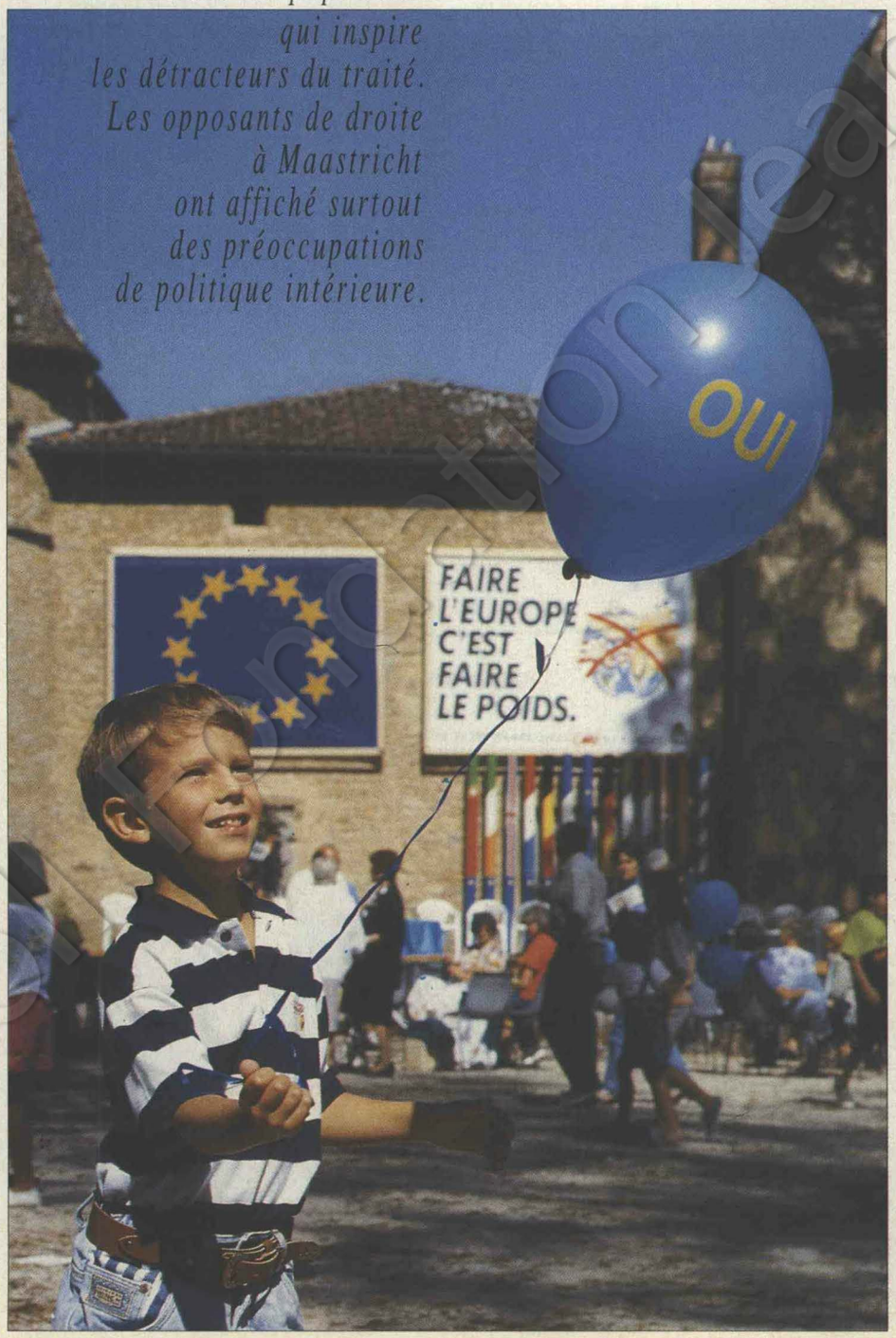
REFERENDUM SUR LE TRAITE DE MAASTRICHT

la dernière ligne droite pour le oui

Ultime semaine de la campagne pour le référendum. Les socialistes ont souligné le choix historique proposé aux Français et démonté les arguments du national-populisme qui inspire les détracteurs du traité. Les opposants de droite à Maastricht ont affiché surtout des préoccupations de politique intérieure.

La campagne du référendum aura ressemblé à une course de fond aux rebondissements multiples et à l'issue indécise jusqu'au bout. Tour à tour, partisans du oui et du non auront pris l'avantage sans engranger pour autant une avance susceptible de leur assurer la victoire. Si, dans la dernière phase, les partisans de Maastricht semblent avoir le vent en poupe, il faudra tout de même attendre les résultats dimanche soir pour savoir si cette tendance est confirmée.

La grande habileté du cartel des non aura résidé dans la captation et l'addition des divers mécontentements et des différentes peurs d'une frange de l'électorat qui, se sentant en position fragile sur le plan social, transfère ses inquiétudes sur le traité de Maastricht. Car les études d'opinion l'attestent : les Français, dans l'ensemble, ont l'intention de répondre à la seule question posée le 20 septembre, celle de l'Europe. Les considérations de politique intérieure, et notamment l'idée d'un vote sanction à l'encontre du pouvoir socialiste, apparaissent très secondaires. L'électorat sait qu'il aura l'occasion de se prononcer sur ce sujet dans six mois.



POSITION FRAGILE

En revanche, les défenseurs du non de droite sont beaucoup plus impatients. Au fur et à mesure qu'approche la date du référendum, ils ne cachent pas que le scrutin de dimanche prochain n'est qu'un prétexte pour chasser François Mitterrand de l'Elysée. La réunion du trio de choc Pasqua-Séguin-de Villiers au Zénith, à Paris, samedi, l'a prouvé. "Notre opposition au traité et notre opposition au gouvernement socialiste se nourrissent des mêmes principes, a lancé Philippe Séguin, plus à l'aise devant des militants du RPR que face au président de la République. D'ailleurs, nous ne sommes pas des naïfs. Nous savons bien tout le profit que pourrait retirer M. Mitterrand en termes de politique intérieure d'une victoire du oui. (...) La ratification de Maastricht serait avant tout sa victoire." "Elle sera la victoire de la France et de l'Europe", répliquent les tenants du oui.

En réalité, le couple Pasqua-Séguin manœuvre pour prendre le contrôle du RPR et s'affirmer comme la véritable opposition sans beaucoup de précaution dans leurs fréquentations. Chirac et Giscard apprécieront... Mais, comme au RPR, on n'en est plus à une contradiction et à une tartufferie près, Séguin affirme qu'il était "plus confiant que jamais dans la capacité de Jacques Chirac d'accéder à la magistrature suprême". Le président du RPR, lui, ne semble guère goûter les attaques dont il est l'objet par ses turbulents compagnons et considère que mélanger enjeux européens et "arrière-pensées" de politique intérieure est une "erreur". Les lendemains de référendum seront bien difficiles au RPR...



▲ *Depuis le début du mois d'août, le PS a tenu 2.500 réunions publiques (Béthune, le 12 septembre).*

CHOIX HISTORIQUE

De leur côté, les socialistes ont consacré la dernière semaine de la campagne à répéter l'importance de l'enjeu de Maastricht. "Ce référendum permettra de faire un choix historique pour notre pays et pour l'Europe, explique Jean-Jack Queyranne. Le vote français est attendu par toutes les capitales européennes. La France ne peut pas manquer ce rendez-vous." Lors du dernier grand meeting qui s'est déroulé à Créteil, mercredi, Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy et Michel Rocard ont insisté sur la responsabilité de la France dans cette nouvelle étape de la construction européenne. Ils ont réfuté les arguments à base de national-populisme utilisés par les partisans du non et les mensonges énoncés par le PC sur les conséquences sociales de Maastricht. A Béthune, ils ont mis l'accent sur les avancées sociales que pouvait favoriser le traité d'union européenne.

Selon André Billardon, le PS s'est mobilisé avec beaucoup de vigueur : "Depuis le début du mois d'août, nous avons tenu 2.500 réunions publiques et nous avons diffusé plusieurs millions d'argumentaires. Des centaines de milliers de lettres ont été envoyées par les élus locaux. Maintenant, nous allons à l'essentiel en montrant l'apport de Maastricht. Si l'acte unique fait tomber les frontières de l'Europe, Maastricht va apporter une nécessaire protection à l'Europe et à ses habitants."



Jean Poperen apporte également sa pierre à l'édifice du oui. Il publie un numéro spécial de "Vu de gauche" intitulé le "Journal du oui" qui réunit une pléiade d'intellectuels allant de Daniel Cohn-Bendit à Guy Sorman. Aux salariés inquiets, Jean Poperen explique : "On ne défendra pas les intérêts du monde du travail en se barricadant dans l'Hexagone. On ne fera pas la justice sociale en ressuscitant Méline ou Déroulède. Qui peut imaginer, par exemple, que l'inéluctable redistribution du temps de travail -qui commande au fond la question de l'emploi- pourrait recevoir une réponse hexagonale, quand elle met en cause la compétition, donc les données mêmes de la concurrence ? Les confrontations à venir et les contacts qui les concluront s'inscriront dans le cadre européen."

Dimanche, les Français seront donc placés face à un choix décisif pour leur avenir. Il s'agit d'une nouvelle étape de la construction européenne dont ils tirent profit depuis le traité de Rome, c'est-à-dire depuis trente-cinq ans. Cette avancée permettra à la France via l'Europe de mieux faire face à l'hégémonie des Etats-Unis et du Japon.

Ceux qu'inquiète Maastricht feraient bien de se demander si leur sort ne serait pas plus incertain au cas où un coup d'arrêt serait porté à la construction européenne. Sans oublier les répercussions de politique intérieure que pourrait avoir la victoire du non. François Mitterrand, dont la brève hospitalisation n'aura eu aucune conséquence politique, a d'ores et déjà annoncé qu'il n'était en rien menacé par le résultat du référendum. D'ailleurs, est-ce Marchais, Le Pen, Pasqua, de Villiers, Séguin, ou Chevènement qui pourraient vraiment lui succéder ? Leurs électeurs, effrayés par une Europe qu'ils jugent dangereuse, seraient-ils partisans de l'aventure en France ?

Jean-Pierre Bedeï

VERDICT

Nous faisons avec pleine énergie le maximum pour le oui au référendum. Nos élus se sont mobilisés. Les militants ausi. Partout. Plus de 2.000 réunions. Des millions de lettres, de tracts, d'affiches. Le dialogue, la pédagogie, le débat. Expliquer, expliquer, expliquer pour convaincre, nous a dit François Mitterrand, auquel nous pensons avec une particulière affection en ce moment : nous avons suivi son conseil.

Le destin maintenant roule. Etrange campagne, où le oui n'a commencé d'intéresser que lorsqu'il a été menacé, où on a senti une gravité, une qualité du débat oubliées depuis longtemps et redécouvertes seulement depuis quelques semaines.

La politique, ce peut être aussi cela. Puisse le sort de l'Europe ne pas dépendre du passéisme de celui-ci qui n'a pas encore compris la chute du mur de Berlin, ou des ambitions électorales de celui-là qui veut déboulonner le président de son parti ! Puisse-t-elle dépendre d'un choix raisonné des Français au regard de leurs intérêts et de l'histoire. J'ai confiance en l'intelligence de notre peuple. Verdict ? Dimanche !

Laurent Fabius

SOIREE RESULTATS

Dimanche 20, à partir de 19 h 30,
soirée électorale au siège du Parti.

Invitations à retirer dans les fédérations d'Ile-de-France.

ils voteront oui

■ FRANÇOIS GROS,
professeur au Collège de France

"Près de 60% des professeurs se sont engagés spontanément dans le oui à l'Europe. Ils traduisent des disciplines variées, des opinions partagées. Tous ont senti qu'ils ne pouvaient pas rester muets. Il y a un désir universel dans cette démarche. Il est trop facile de parler de bureaucratie, de technocratie. L'Europe se construit avec difficulté, mais quand on regarde tout ce qui a été fait, c'est fantastique. Aujourd'hui, il existe des structures qui sont le fruit de la Communauté européenne, des programmes qui fonctionnent. Si le le traité n'est pas ratifié, tous ces acquis seront fragilisés. Ce serait un recul."

■ ALAIN LANCELOT,
directeur de l'Institut d'études politiques de Paris

"L'Europe que l'on présente est trop abstraite. Pour les universitaires, pour les jeunes, l'Europe est déjà une réalité. Les jeunes ont une connaissance des langues étrangères, une pratique de l'Europe. Ils ont acquis une autre disponibilité parce qu'ils ne sont pas influencés par une culture unique. L'Europe est une avancée incontestable et nécessaire."

■ HELENE AHRWEILER,
présidente de l'université de l'Europe

"Nous n'avons pas attendu les initiatives du gouvernement pour prendre position sur l'Europe. Le 16 juin dernier, le bureau de l'université de l'Europe se prononçait en faveur de la construction européenne, conscient des avantages qu'elle apporte pour l'éducation et pour la culture. Les enjeux de l'Europe peuvent se résumer en quatre mots : démocratie, droits de l'homme, dialogue et développement."

■ PIERRE DEYON,
historien

"Nous autres, universitaires et savants, vivons déjà l'Europe au quotidien. Nous nous devons d'apporter notre témoignage. Des programmes européens existent (Erasmus, Comett...), des réseaux scientifiques européens se sont créés et les universités ou centres de recherche ont fait en sorte que se développe une politique de coopération européenne. La France a joué un grand rôle dans l'aboutissement de ces programmes. Un non à l'Europe les mettrait en cause. Le traité de Maastricht favorise encore plus l'apprentissage des langues, les échanges, la coopération entre les établissements, le développement des bases scientifiques et technologiques de haut niveau... Il ne remet pas en cause nos systèmes éducatifs."

■ DOMINIQUE JAMET,
directeur de la Bibliothèque de France

"Il y a, je crois, un déficit d'explications. Le non évoque une attitude frileuse, fermée, qui s'accompagne de peurs et d'un repli. Le oui va au-delà des questions individuelles. Il l'emporte chez les universitaires et les chefs d'entreprise... Pour eux, l'Europe est une demande quotidienne."

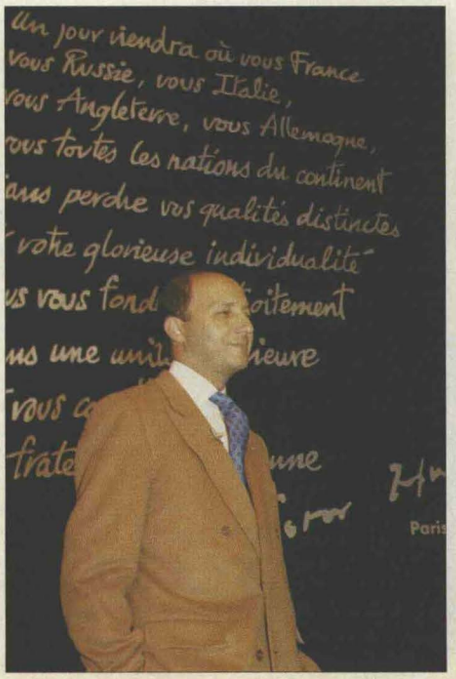
■ MICHELE PERROT,
professeur d'université à Paris VII

"Il y a une demande très grande de la part des universitaires, une circulation importante des chercheurs. En outre, les jeunes sont très intéressés par l'Europe. Le développement des "lumières" va dans le sens de la construction européenne."

la gauche pour l'Europe sociale

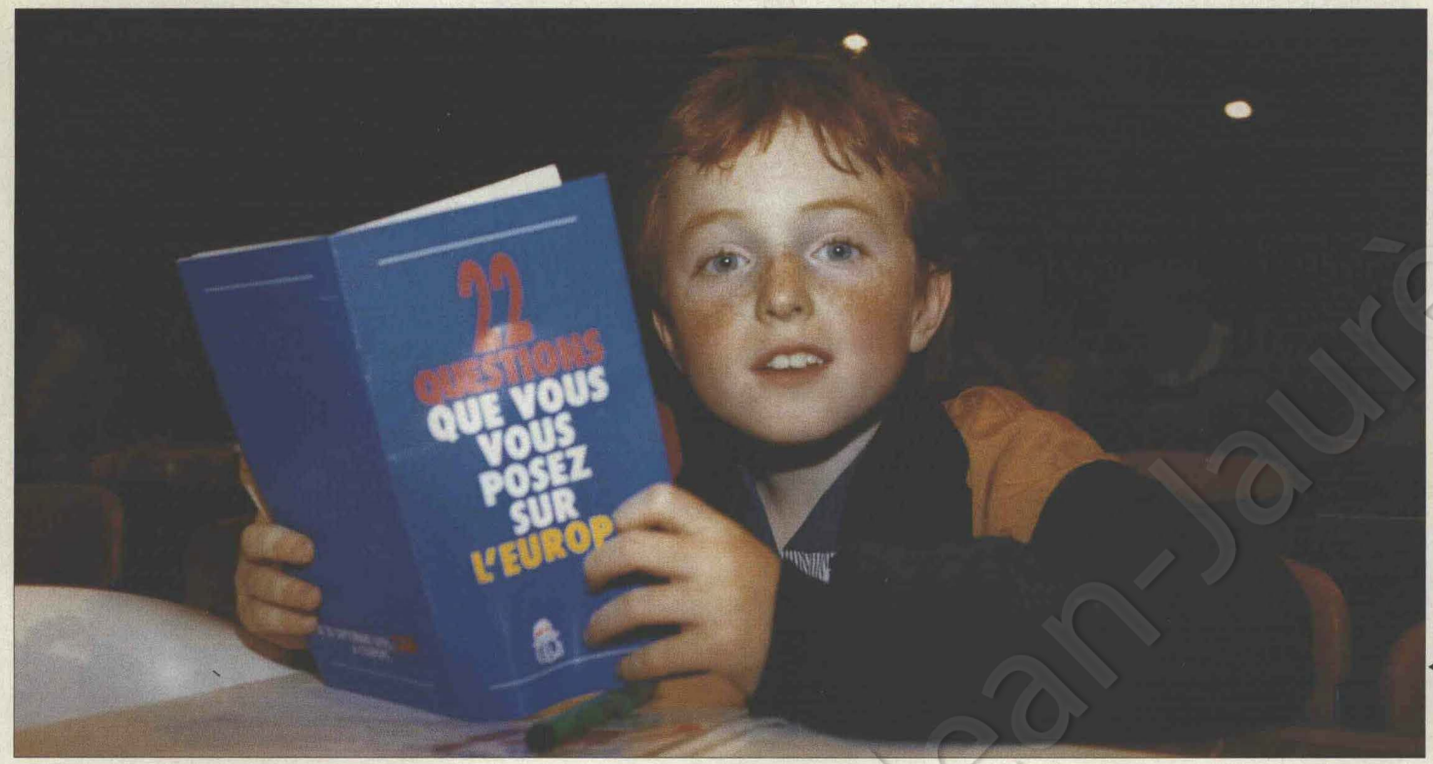
A Béthune, par la bouche de syndicalistes et de politiques, la gauche européenne, a dit oui à Maastricht, oui à l'Europe sociale, le 20 septembre.

Après la ratification du traité de Maastricht, on ne verra pas le paradis sur terre, du jour au lendemain, mais sûrement pas non plus les régressions sociales que pronostiquent, à gauche, les partisans du non. "Le monde du travail appelle à la ratification du traité d'union européenne", a dit avec force Laurent Fabius.
Une évidence d'abord : la condition de politiques sociales plus généreuses, c'est une économie forte et saine, qui passe par l'union économique et monétaire. "Le non, c'est le début d'une guerre monétaire, une crise financière avec des conséquences directes sur l'état de l'économie et le chômage", estime Bruno Trentin, secrétaire général de la Confédération italienne du travail.
Les pays méditerranéens de la Communauté sont les premiers témoins des bienfaits économiques, et donc sociaux, qui découlent de leur appartenance. Sans les aides des politiques structurelles communautaires, il n'y aurait pas d'espoir pour le Portugal de rattraper son retard, rappelle Antonio Guterres, secrétaire général du Parti socialiste portugais : "Maastricht, c'est l'obligation d'améliorer les conditions de travail dans notre pays. Cette politique d'harmonisation sociale bénéficiera aussi aux ouvriers allemands, français car elle diminuera les risques de "dumping" social."



Sûr, "Maastricht serait bien meilleur s'il avait été négocié par douze gouvernements de gauche, note Gérard Fuchs. Mais les contradictions du non de gauche sont patentes. "Comment être de gauche et ne pas vouloir d'élément régulateur du marché ?" s'interroge Philippe Busquin, président du Parti socialiste belge. "Voulons-nous le retour des comportements unilatéraux, un chacun-pour-soi et Dieu contre tous", poursuit Klaus Hansch, membre du SPD ? Après avoir dénoncé une campagne sur les fausses peurs -peurs infondées- Laurent Fabius remarque que, si le traité n'avait pas instauré une banque centrale européenne indépendante, il se serait bien trouvé des partisans du non, à gauche, pour estimer insupportable qu'une banque européenne dépende de gouvernements conservateurs... "Je ne comprendrais pas quelqu'un qui refuserait quelque chose au profit de rien", résume Jack Dromey, syndicaliste britannique.
"En 1950, a rappelé Martine Aubry, le Parti communiste prévoyait déjà les pires choses... L'Europe n'a pas empêché la cinquième semaine, les 39 heures ni la retraite à 60 ans... L'Europe, après Maastricht, c'est plus d'emplois, plus de protection sociale et moins d'exclusion." Et les salariés français ont déjà recueilli des fruits européens, par exemple à travers les directives européennes relatives au travail sur écran, plus protectrices que la législation française.
Sans craindre la démagogie, le non de gauche invoque souvent l'égoïsme du traité à l'égard des pays de l'Est. Klaus Hansch répond par une image : "Dire non à Maastricht, c'est comme si un homme, voyant la maison de son voisin en feu, mettait aussi le feu à la sienne en faisant croire qu'il s'agit d'un acte de solidarité."
Mais, pour tirer bénéfice social du traité, les syndicalistes européens reconnaissent leur part de responsabilité. "Face au déficit social, Maastricht n'offre rien gratuitement, mais des opportunités, une capacité d'agir", selon Jean Lapeyre, secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats. L'objectif affiché est de faire émerger un système de négociation collective européen, un syndicat européen doué d'un pouvoir supranational de représentation et de négociation. "Les organisations syndicales doivent faire le pas qu'ont fait les gouvernements avec l'acte unique en acceptant de prendre des décisions à la majorité qualifiée."
Le vote du 20 septembre prochain est bien plus qu'un enjeu de politique intérieure. Ce jour-là, à Béthune, Antonio Guterres a voulu adresser une supplique aux Français. "Votez en répondant à la question posée. Car votre vote concerne tous les citoyens européens..." Ce qui est en jeu, c'est le destin de l'Europe tout entière.

Maryline Trassard



Jeune citoyen britannique s'informant dans une langue étrangère.

■ LES ELUS LOCAUX ■ APPELLENT A VOTER OUI

L'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe que préside Jacques Chaban-Delmas vient de lancer un appel des élus locaux et régionaux en faveur du traité de Maastricht. Il s'agit pour nous, représentants des différentes sensibilités politiques, tous engagés depuis de nombreuses années en faveur de la construction européenne, élus des communes, des départements et des régions, de montrer à nos concitoyens que le traité de Maastricht représente pour nos collectivités une chance qu'il ne faut pas laisser passer.

Les élus locaux et régionaux se réjouissent de ce que le traité de Maastricht réaffirme la nécessité de la cohésion économique et sociale de la Communauté. Il faut réduire l'écart entre les régions riches et les régions pauvres de nos différents pays. Le fait également que, désormais, les exigences de l'environnement soient prises en compte dans la mise en œuvre de toutes les politiques de la Communauté est encourageant. Il nous faut préserver nos paysages, nos conditions de vie, la qualité de notre environnement, des conséquences des politiques industrielles que nous devons néanmoins mettre en œuvre.

Enfin, ce qui, dans le traité de Maastricht, est une véritable innovation pour nous, il est la reconnaissance des collectivités locales et régionales et de leur rôle dans la construction européenne. Il s'agit non pas de passer par dessus la tête des Etats pour négocier telle ou telle action communautaire, mais de la consultation officielle des collectivités territoriales à travers un comité où siègeront des représentants des communes et des régions, au total 189 membres dont vingt-quatre représentants français.

Ce comité sera désormais consulté et donnera son avis sur toutes les politiques communautaires qui ont des incidences sur la vie des communautés. Les élus locaux et régionaux seront ainsi associés à l'élaboration des politiques européennes qui concernent nos communes, nos départements et nos régions. Ceux qui se plaignent du déficit démocratique de la Communauté devraient se réjouir au lieu de s'opposer au traité de Maastricht. Voilà bien une disposition qui comblera en partie ce déficit et permettra de rapprocher, à travers leurs élus locaux et régionaux, les citoyens de la Communauté.

Voilà quel est pour nous, élus locaux, le véritable enjeu du traité de Maastricht. Dire oui à Maastricht, c'est dire oui à l'avenir, c'est refuser de rester figé, dans une attitude frileuse, sur le passé.

Jean-Louis Joseph,
maire de La Bastidone (84),
vice-président de l'Association des maires de France.

ils voteraient oui

■ REMY,
13 ans (Sceaux, 92)

"Je suis pour l'Europe parce que la France toute seule ne peut plus faire le poids à l'échelle mondiale. Pour tenir tête aux Etats-Unis, au Japon, il faut faire l'Europe. Je me sens à la fois Français et Européen, les deux à la fois. J'aime beaucoup les voyages. Si le oui gagne, on aura plus de facilités pour partir à l'étranger. Ce serait bien de pouvoir aller avec toute ma classe en Angleterre ou en Irlande, d'avoir des copains anglais qui viennent passer un mois dans mon collège. Comme je fais du latin, je suis aussi très attiré par la culture italienne. Et puis j'adore la Grèce, où je vais souvent en vacances. L'ennui, c'est que, là-bas, je suis bloqué pour parler avec les gens. Avec l'Europe, on parlera plus de langues."

■ ARTHUR,
17 ans (Paris)

"En France, aujourd'hui, c'est l'immobilisme. Les gens se plaignent tout le temps, les mêmes querelles, les mêmes revendications. Ce côté râleur des Français, c'est sympathique mais lassant. L'Europe, c'est un bol d'air. Enfin du neuf ! Je me sens très européen : le surréalisme que j'adore, c'est la Belgique avec Magritte, l'Allemagne avec Max Ernst, l'Espagne avec Miro. Pareil pour le romantisme qui est aussi allemand, anglais... Nous vivons tous dans la même culture. Et, même si nos modes de vie diffèrent, nous avons les mêmes valeurs, la liberté, l'égalité, les droits de l'homme."

■ MARIE,
13 ans (Tours, 37)

"L'Allemagne, l'Espagne, c'est juste à côté. En Europe, tout est près, on peut y aller en voiture, en train, très vite. Je suis chez moi dans tous les pays d'Europe où je suis allée. J'aimerais connaître mieux les gens, pouvoir leur parler. C'est bête de ne pas se comprendre. Avec l'Europe, on étudiera plus de langues. J'espère qu'on voyagera plus. Le pays où j'ai le plus envie d'aller ? Le Portugal, parce que je ne connais pas du tout."

■ SEVERINE,
17 ans (Saint-Etienne, 42)

"Une Europe où nous serions tous unis dans la paix ne pourrait être que merveilleuse. Une utopie ? L'Europe sera-t-elle celle des liens amicaux ou celle des liens financiers ? La France continuera-t-elle à être elle-même ou sera-t-elle noyée au milieu des autres pays ? C'est une bonne chose de garantir la paix en Europe, mais les pays européens semblent impuissants dans le drame yougoslave. Peut-être ne sont-ils pas vraiment prêts pour l'Europe mais, de toute façon, il faut la construire. Ce sont les adultes qui décident de faire l'Europe mais c'est nous, les jeunes, qui allons y vivre. Dans nos lycées, il serait bon que les hommes politiques donnent une meilleure information sur l'Europe avec un vocabulaire à notre portée."

■ FABIEN,
14 ans (Paris)

"Je suis pour l'Europe car cela assurera la sécurité et la paix. L'Europe va devenir une plus grande puissance, plus vaste que la France. Unis, nous lutterons mieux que dispersés contre la drogue et la Mafia. Nous aurons une monnaie plus forte qui me permettra, plus tard, de trouver plus facilement un emploi. Pour moi, qui suis jeune, l'Europe m'assure des perspectives intéressantes pour mon avenir. Et, dans l'immédiat, j'espère pouvoir facilement aller à l'étranger pour suivre mes études."

■ CLAIRE,
17 ans (Saint-Jean-de-Maurienne, 73)

"L'Europe, c'est une bonne chose pour les jeunes. Elle permettra de voyager plus facilement, d'avoir plus de contacts. Sur le plan économique, l'union permettra de maintenir l'Europe à un bon niveau par rapport aux Etats-Unis et le Japon. Sur le plan politique également. On a souvent l'impression, pour la guerre du Golfe, par exemple, que ce sont les USA qui décident. Aujourd'hui, on dit que l'Europe ne peut rien contre la guerre en Yougoslavie. Si l'union était plus concrète, nous pourrions avoir vraiment une influence.

Fonds Jean-Jaurès



Comme à Bordeaux, le Parti socialiste est solidaire (11 juillet 1992).

Henri Emmanuelli : "Un calcul, politique"

Inculpé en tant que trésorier du PS, Henri Emmanuelli n'a pas l'intention de se soumettre et dénonce "un calcul politique". Le Parti socialiste est solidaire.

L'inculpation d'Henri Emmanuelli avait été suffisamment annoncée à l'avance -"une préinculpation par voie de presse", avait dit le président de l'Assemblée nationale- pour qu'on n'ait guère d'illusion sur l'issue de son audition par le juge Van Ruymbeke. Mais peut-être ne s'attendait-on pas à ce qu'il refuse de signer le procès-verbal de son inculpation pour "complicité et recel de trafic d'influence". "Je ne reconnais pas le caractère licite de la procédure judiciaire suivie : celle-ci a pour motifs et pour mobiles un calcul politique. Je ne puis que le déplorer. Mais chacune et chacun comprendra aussi que, face à ce type de situation, il est de mon devoir d'agir et non pas de me soumettre", a t-il déclaré à la presse.

UN BIEN ETRANGE PROCEDE

C'est donc en bloc qu'Henri Emmanuelli conteste la valeur des chefs d'inculpation qui lui sont adressés. "Sur le plan juridique, ils ne tiennent absolument pas, affirme l'un de ses avocats, Gérard Weltzer. Le dossier qu'instruit le juge est relatif à la perception des commissions lors de la passation de marchés publics dans le département de la Sarthe et concerne les activités d'URBA dans ce département. Or, Henri Emmanuelli, qui a exposé devant la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis et des campagnes électorales la nature des liens entre URBA et le Parti socialiste, n'a jamais eu connaissance des activités d'URBA, dans la Sarthe comme dans n'importe quel département. Le responsable d'URBA, Gérard Monate, l'avait clairement indiqué au juge qui a refusé de prendre sa déclaration. Le juge lui a répété que c'est uniquement en tant que trésorier du Parti socialiste et non à titre individuel qu'il était inculpé. C'est donc le Parti socialiste qui est inculpé, Or, en droit français, on ne reconnaît que la responsabilité individuelle. Il n'y a pas de responsabilité pénale du fait d'autrui. Enfin, on peut se demander si nous ne dérivons pas vers un gouvernement des juges quand on voit un juge ne pas vouloir entendre parler de la volonté du législateur de ne sanctionner que l'enrichissement personnel."

La volonté d'Henri Emmanuelli de ne laisser aucune ombre dans ce dossier se manifeste par les trois plaintes qu'il dépose : plainte pour violation de l'instruction pour sa préinculpation par voie de presse, sur le courrier du président de la chambre d'accusation de Rennes concernant cette divulgation, et pour l'échange de lettres sur la décision du juge de report après le référendum.

Sur ce dernier sujet, pour rétablir la vérité face aux documents tronqués ou truqués qui ont été publiés ici ou là, il a rendu public ces lettres pour la première fois dans leur exactitude et leur intégralité : on peut s'étonner de l'étrange défiance du juge à l'égard du procureur de la République à qui "la lettre et sa réponse" auraient pu être dissimulées par "le même souci" de confidentialité. Un bien étrange procédé.

Bernard Chaouat

■ COUPER UNE CITATION... ■

Sur l'affaire URBA (comme sur l'affaire Tapie-Tranchant), "Le Monde" a adopté un point de vue univoque et partial au point d'apparaître plus comme le mandataire des juges Boizette et Van Ruymbeke que comme le vecteur de l'information. Le dernier article qui donnait un son de cloche un peu différent fut celui de Philippe Boucher, qui n'était pas loin d'assimiler la première équipée du juge Jean-Pierre à un "cambriolage judiciaire", expression si vitupérée depuis. La vérité oblige, hélas, à dire que des éléments favorables à la défense ont parfois trouvé plus facilement place dans "Le Figaro" et "Le Quotidien de Paris".

Le comble a été atteint par un article daté du 15 septembre et intitulé "M. Michel Reyt, PDG de la SAGES, souligne "l'intégrité" du juge Renaud Van Ruymbeke". Pour étayer sa démonstration, "Le Monde" publie un -trop- court extrait d'une interview de Michel Reyt au "Parisien" : "Le juge Van Ruymbeke est un juge d'une intégrité remarquable(...). Ma certitude, maintenant, c'est qu'il ira jusqu'au bout des affaires." Se reporter au "Parisien" pour voir ce qui remplace les points de suspension du "Monde" est édifiant. On y lit : "Le juge Van Ruymbeke est un juge d'une intégrité remarquable, mais un homme très dur. C'est un travailleur qui épluche les dossiers à fond. Il est méticuleux, précis, et, finalement, il ne lâche rien ! Il paraît sans cœur, comme une machine. J'ai l'impression qu'il n'a pas de sentiment. Ma certitude, maintenant, c'est qu'il ira jusqu'au bout des affaires." On passe du pur au dur, de l'intègre à l'inhumain.

Couper une citation au milieu d'une phrase quand elle en atténue le sens, les mânes de Beuve-Méry ont dû se retourner dans leur tombe ! L'article n'étant pas signé, on ne sait qui doit porter le chapeau, mais c'est au moins un panama.

B.C.

LE NOUVEAU Politis,

Le petit hebdo et le gros mensuel !

● *Politis*, **c'est un hebdo**, tout simple, seize à vingt pages chaque jeudi sans tralala- la mode ou tralala- la pub.

● *Politis*, **c'est aussi**, une fois par mois, un très beau magazine avec enquêtes, grands reportages, récits au long cours, interviews.

● *Politis*, **c'est enfin**, dès octobre, une nouvelle revue trimestrielle de réflexion et de débats, ouverte à tous les courants de gauche.

Chez les marchands de journaux dès le 16 septembre, au sommaire de *Politis*, :

Enquête au pays de la **mort nucléaire**; cinq intellectuels jugent **Maastricht**; ce qui change dans l'école; l'**Afrique du Sud** sur les chemins escarpés de la démocratie; **Bertrand Tavernier**, portrait d'un homme de foi. Echenoz, Modiano et les autres, les **romans de la rentrée**, etc.

Bernard LANGLOIS
Directeur de *Politis*,

OFFRE SPECIALE 3 MOIS : 250 F
9 fois l'hebdo + trois mensuels + la revue

Nom .....
Adresse .....

Politis, 76 rue Villiers- de-l'Isle-Adam, 75020 Paris. Tél.: 46 36 24 24

LES RAPPORTS ENTRE SOCIETE ET PRISON

risques et devoirs

L'effervescence persiste dans les prisons.
Le gouvernement qui avait apporté aux gardiens, lors du dernier mouvement, des améliorations non négligeables, a choisi la fermeté.



▲ *Réputée comme l'une des plus sûres : la centrale de Clairvaux.*

Dans son mobile et son éxécution, la sanglante évasion de la maison centrale de Clairvaux ne ressemble pas à l'agression de la prison Bonne-Nouvelle de Rouen. Dans le premier cas, il s'agit d'une fusillade lors d'une évasion, les détenus étant en possession d'armes à feu ; dans le second, d'un acte criminel isolé commis avec un couteau artisanal. Le profil des détenus en cause est également bien différent : les huit de Clairvaux, bande armée de circonstance, sont ce que l'opinion publique désigne sous le vocable de gangsters, relativement aguerris, pour la plupart lourdement condamnés pour vol à main armée (le premier libérable ne devait sortir qu'en 1999) ; le détenu de Rouen, auteur de deux crimes particulièrement atroces, est plutôt un psychopathe. En détention préventive, faisant état de ses "pulsions criminelles", on lui prêtait des "troubles du comportement".

Le point commun entre ces deux drames, survenus à un mois de distance (le 15 août et le 11 septembre), réside dans la mort de deux surveillants et leurs conséquences sur l'ensemble du personnel des prisons. Dans la conjoncture de malaise de l'institution judiciaire et pénitentiaire que nous connaissons, tout événement tragique est propice à exaspération et à surenchère revendicative.

La fermeté du gouvernement se comprend. Le dernier mouvement de grève qui avait suivi la mort de Francis Caron, à Rouen, le 15 août, avait abouti à une négociation portant justement sur les questions de sécurité. La commission Etat-syndicat qui s'est réunie brièvement, le mardi 15 septembre, était prévue depuis cette date. Lors de cette réunion, les syndicats ont refusé de donner l'ordre de reprise du travail contre la décision de Michel Vauzelle de lever les sanctions.

La négociation précédente avait abouti à la création de 730 postes supplémentaires de gardien de prison, soit un renforcement de 4% de l'ensemble du personnel pénitentiaire. Un peu plus de 50.000 détenus (52.500 au 1er septembre), un peu plus de 18.000 surveillants (18.335), 730 créations de poste, trois chiffres à avoir en tête quand on évoque "le sous-développement des prisons françaises". Cela fait un peu moins d'un surveillant pour trois détenus. Un encadrement non négligeable, même si la journée de travail d'un gardien ne correspond pas aux vingt-quatre heures de la vie d'un détenu. En tenant compte de tous les facteurs, congé, maladie, formation, on ne dépasse jamais les 15 détenus pour un gardien. On est loin des chiffres complaisamment étalés d'un surveillant "face à la meute de 80 ou 120 repris de justice". L'effort du gouvernement a été beaucoup plus important qu'on ne l'a dit puisque, de 1980 à 1992, le nombre de surveillants est passé de 10.492 à 18.335, celui des détenus de 39.709 à 52.500, soit un rapport détenus / surveillants en baisse de 3,62 à 2,86.

La question plus générale est plutôt celle de la surpopulation des prisons, promiscuité génératrice de tensions. La sévérité croissante des tribunaux, la persistance, malgré quelques progrès, d'un taux anormalement élevé de détention préventive et la pratique encore insuffisante des peines de substitution du type travaux d'intérêt général font que les 13.000 places supplémentaires du programme Chalandon vont être bientôt absorbées. Sans doute les projets de réforme de la procédure pénale jointes à un effort accru en faveur de la justice, comme le réclame le Parti socialiste, peuvent-ils changer quelques mentalités en ce domaine. Mais les effets ne seront pas immédiats. Et encore faut-il que les pressions de la société ne se fassent pas toujours plus vives en faveur de l'emprisonnement.

Même si cette surpopulation est un élément qui peut expliquer ce malaise des prisons, la centrale de Clairvaux apparaît plutôt comme un contre-exemple. Il existe cinq catégories de lieu de détention en fonction de la durée des peines, la centrale hébergeant les plus longues. Réputée comme une des prisons les plus sûres du pays, Clairvaux n'abrite que 225 détenus (324 avec le centre de détention attenant), presque tous en cellule individuelle, pour 160 surveillants. Le gouvernement a donc diligenté une enquête et fait évacuer la centrale. Il a demandé que les gardiens, qui n'ont pas le droit de grève, assurent leurs tâches sous peine de sanctions et ne laissent pas s'installer une anarchie qu'aucun Etat républicain ne peut accepter. L'attitude des surveillants est d'autant plus dangereuse qu'elle consiste à faire monter la pression chez les détenus en les privant d'un certain nombre de services élémentaires : repas, activités, visites. Attitude à la limite du respect des droits de l'homme, et d'ailleurs, la Ligue des droits de l'homme a protesté.

Que les questions de sécurité, de considération, de salaires, de formation dans une profession difficile et parfois méprisée soient débattus avec les syndicats, c'est légitime. Et le dialogue social doit reprendre malgré les surenchères de l'UFAP (qui n'avait pas signé lors de la dernière négociation). Que clarification soit faite sur les rapports entre société et prison, c'est nécessaire.

Mais cela n'empêchera jamais de rappeler que, dans n'importe quelle société, la profession de gardien comporte risques et devoirs.

B.C.

UN NOUVEAU DEBAT STRATEGIQUE

Colloque organisé par le ministère de la Défense sous le patronnage de François Mitterrand.

Du 29 septembre au 1er octobre

Conseil économique et social
43 avenue du Président-Wilson 75016 Paris

l'Éducation nationale sur minitel

3615 Edutel

d *es dossiers d'actualité*

d *es renseignements pratiques*

d *es études et les formations*

d *es réponses à vos questions*

Ministère Education nationale Culture Communication

Direction de l'information et de la communication

© Fondation Jean-Jaurès

DOSSIER

la Défense, l'Europe et la Paix

"Je veux que les Français vivent dans une zone de paix et qu'ils s'y installent pour longtemps, sinon pour toujours." A cet objectif défini par François Mitterrand en avril 1992 -la paix- répond, dans le traité de Maastricht, la mise en place progressive d'une politique étrangère et de sécurité commune. 40 ans après l'échec de la CED, les Européens, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, veulent bâtir une défense commune, fondement, avec la monnaie unique, d'une véritable identité politique européenne. Ambition forte qui, assure Pierre Joxe, fera de la Communauté européenne une puissance mondiale protégée et respectée.

Une défense européenne est-elle enfin en train de naître ?

Pierre Joxe, ministre de la Défense. Pour la première fois depuis le début de l'aventure européenne, si on excepte le projet avorté de communauté européenne de défense (CED) dans les années 50, les Douze ont exprimé leur volonté de bâtir progressivement une politique étrangère et de sécurité commune.
Une Europe forte et respectée sur la scène internationale, porteuse de paix, implique qu'elle dispose d'une politique de défense commune et, à terme, d'une défense commune, comme le prévoit le traité de Maastricht.

Le processus sera lent...

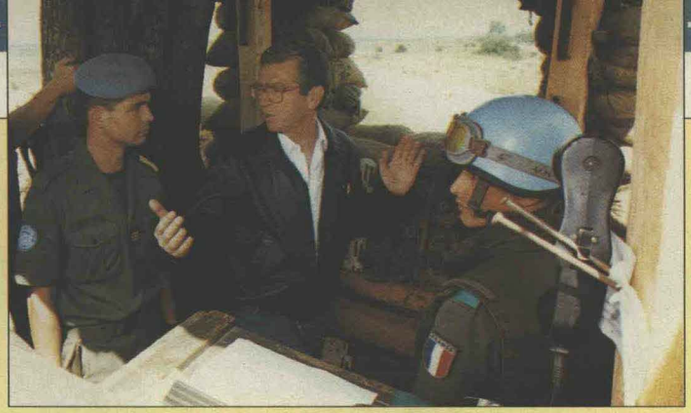
Oui, mais je note des évolutions sensibles. En juin 1991, la France avait proposé que l'UEO dispose de forces d'interposition en Yougoslavie. Rejetée alors, cette proposition a reçu, il y a trois semaines, l'assentiment de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de l'Espagne. Le retournement de situation montre qu'il y a un retard C'est pourquoi les neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ont, dans une déclaration annexée au traité, décidé le renforcement du rôle et des missions de cette organisation.

dans la construction d'une politique de sécurité européenne, qui nuit à nos capacités d'intervention. La capacité d'entraînement dont fait preuve la France ne peut être réellement efficace que dans un cadre européen.
La crise yougoslave n'est sûrement pas la dernière. Après la dislocation du Pacte de Varsovie, quand on voit à quel point l'Europe de l'Est -Pologne, Hongrie, Russie, Ukraine...- a les yeux tournés vers la construction européenne, je pense que les conditions dans lesquelles nous coopérons avec eux -à l'UEO notamment- peuvent préfigurer l'élargissement à une struc-

Dossier préparé par Ghislaine Toutain



Le porte-avions "Clemenceau".



Pierre Joxe en Yougoslavie : "La capacité d'entraînement dont fait preuve la France ne peut être réellement efficace que dans un cadre européen". ▶

ture européenne. C'est l'un des axes essentiels de ma politique de coopération. Mais auparavant, il faut consolider ce qui s'est construit.

La défense française sera-t-elle au cœur du dispositif ?
Il ne peut y avoir de défense européenne sans la contribution décisive de la France. De même concernant la dissuasion nucléaire, comme l'a indiqué le président de la République lors d'un récent colloque, une nouvelle réflexion doit s'ouvrir. Elle doit être menée en commun par les deux puissances nucléaires que sont la France et la Grande-Bretagne sur la contribution qu'elles pourraient apporter à la sécurité européenne.
Mais la France jouera, là aussi, un rôle moteur.

Quelles économies dans les budgets militaires et quelle adaptation de notre défense ce dispositif entraînera-t-il ?
Actuellement, chacun des pays réduit son budget militaire et mène une politique de défense propre, qui ne tient pas toujours compte des politiques de ses partenaires. Une meilleure coordination entre Européens, voire un partage des tâches et des missions de défense, aurait une incidence non négligeable sur les budgets militaires nationaux et entraînerait des économies sensibles à moyen terme.
La défense française doit, bien sûr, s'adapter aux réalités nouvelles du monde. Si le risque principal paraît éloigné, nous devons cependant -en les adaptant- maintenir une force de dissuasion autonome, un effort militaire conséquent et, bien sûr, le service national.
Le dispositif conventionnel doit être transformé et modernisé. En quatre ans, on aura réduit de 25% les effectifs de l'armée de terre, stabilisé ceux de l'armée de l'air et réduit les garnisons, avec les conséquences sociales locales induites. Mais les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont engagé un effort de réduction plus important que la France. Enfin, pour le première fois, nous ralentissons l'effort nucléaire, avec l'abandon de Pluton et la renonciation à Hadès.

Quel rôle peut jouer une Europe renforcée dans le nouvel équilibre mondial à bâtir, notamment pour contribuer à assurer la paix (politique de désarmement, contrôle des armements...) ?
L'Europe est perçue par tous (Russes, Polonais, Ukrainiens, etc.) comme un élément modérateur indispensable qui concourt à la stabilité du continent. C'est elle qui, par sa cohésion, son poids économique et politique, peut montrer le chemin de la raison à des peuples qui, après souvent plusieurs décennies de dictature, sont parfois "perdus".
Si l'Europe avait pu intervenir en tant que telle dès juin 1991, il est probable que le conflit yougoslave n'aurait pas connu les développements sanglants actuels. Si nous avions pu bénéficier des mécanismes et des moyens structurels prévus par la future PESC, l'Europe aurait pu arrêter ce cycle infernal. De même, le contrôle des armements, une véritable politique d'aide au désarmement, ne peuvent se concevoir qu'à la condition que de gros moyens financiers soient injectés. Aucun d'entre nous n'a, seul, les moyens d'assurer efficacement une aide au désarmement. Les formidables arsenaux encore opérationnels dans les républiques de la CEI ne pourront être démembrés que si l'Europe se dote d'une politique commune en groupant ses moyens.

Quelles seraient, selon vous, les conséquences du non français à Maastricht sur l'avenir de la construction européenne, notamment dans le domaine de la défense ?
Un non français à Maastricht serait le coup d'arrêt d'une coopération dans la construction d'une identité européenne de défense pour défendre la paix. A l'heure où les risques en Europe se font plus nombreux, il serait dangereux que l'Europe des douze ne se présente pas unie pour y faire face et manifester sa solidarité. ■

LA LONGUE MARCHE VERS UNE DEFENSE EUROPEENNE

Après l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954, le traité de l'Elysée, signé en 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, en a relancé l'idée. Mais sa réalisation s'est heurtée à des difficultés dans la coopération militaire et industrielle.

Il faudra attendre 1987 et l'annonce, le 12 novembre, par François Mitterrand et Helmut Kohl, au cours du cinquantième sommet franco-allemand, de la création d'une brigade franco-allemande (BFA) pour que le projet d'une défense européenne prenne réellement corps.

La brigade franco-allemande

Le 22 janvier 1988, est annoncée la fondation du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, composé des chefs d'Etat et de gouvernement et des ministres des affaires étrangères et de la défense des deux pays. Ce Conseil, réuni deux fois par an, a pour mission en particulier "d'adopter les décisions appropriées concernant les unités militaires mixtes qui sont constituées d'un commun accord."
Opérationnelle depuis octobre 1990, la BFA -unité binationale, unique au monde- est le creuset d'une expérience originale, où jeunes Français et Allemands s'entraînent côte à côte, sous les ordres d'un chef alternativement français et allemand.
Forte de 4.200 hommes (moitié de Français, moitié d'Allemands), équipée de 200 blindés, la BFA est composée d'un état-major mixte, à Böblingen, d'un bataillon de soutien également mixte, à Stetten, et de plusieurs unités nationales (régiments, bataillons), conservant leurs uniformes, armements et structures spécifiques.

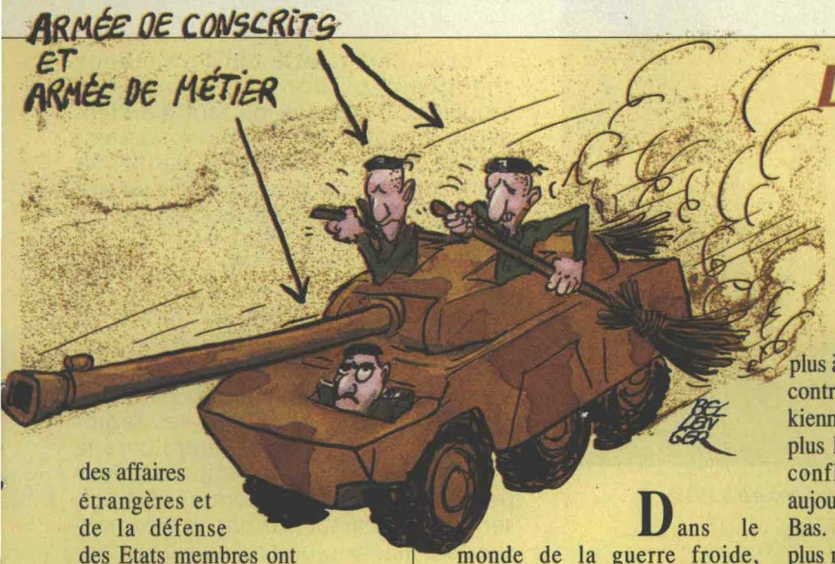
Le corps d'armée européen

En octobre 1991, François Mitterrand et Helmut Kohl proposent à leurs partenaires de la Communauté l'idée d'un corps européen d'au moins 35.000 hommes dans la perspective de l'union européenne de Maastricht. Ouvert dès le départ à la participation d'autres pays, ce corps d'armée aura pour noyau fondateur un état-major mixte établi à Strasbourg, la BFA, une division blindée française et une brigade mécanisée allemande. Elle relèvera essentiellement de l'UEO. Il pourra également être engagé en tant que tel sous le contrôle opérationnel de l'OTAN.

Développement des coopérations entre partenaires de l'UEO

Au-delà de la coopération franco-allemande, la coopération entre partenaires de l'UEO se développe sur le plan naval (comme actuellement en mer Adriatique) et spatial.
Mais l'ambition de l'UEO est plus grande : lors de leur réunion à Bonn, le 19 juin 1992, les ministres





LES NOUVELLES MISSIONS DE L'ARMEE FRANÇAISE

des affaires étrangères et de la défense des Etats membres ont adopté la déclaration de Petersberg, qui souligne "l'importance fondamentale du traité de l'union européenne" et constate "les progrès réalisés pour développer le rôle de l'UEO en tant que composante de défense de l'Union européenne et comme moyen de renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique". Sans esprit d'antagonisme envers l'OTAN, donc, mais au contraire dans un esprit de complémentarité pour accélérer l'émergence d'une véritable "identité européenne de défense".

Le traité de Maastricht donnera un coup d'accélérateur à cette évolution. Il demande à l'UEO "d'élaborer et de mettre en œuvre les décisions et les actions qui ont des implications dans le domaine de la défense". Si le traité devait ne pas être ratifié par l'ensemble des pays européens, c'est la sécurité de l'Europe dans son ensemble qui serait, une fois encore, fortement retardée. ■

Dans le monde de la guerre froide, l'Europe occidentale s'arc-boutait contre un adversaire potentiel surarmé, menaçant et localisé : les forces coalisées du Pacte de Varsovie. L'effondrement du mur de Berlin, la dislocation du Pacte, l'émiettement de l'ancien glacis soviétique ont rendu à l'Europe de l'Ouest une liberté qu'elle mettra à la disposition d'une stratégie plus ambitieuse : celle de participer à la paix du monde et aux équilibres internationaux.

Cette stratégie donne sa place véritable à l'Europe élargie. On voit de plus en plus, au coude à coude dans l'accomplissement de nouvelles missions de maintien ou de rétablissement de la paix, les anciens frères ennemis : déjà, dans la guerre du Golfe, nettement plus dans le conflit yougoslave où bataillons tchèques, russes, français et belges sont déployés ensemble, en attendant les renforts annoncés (Grande-Bretagne, Italie, Espagne, notamment).

Ces missions apparaissent comme nouvelles en ce qu'elles ne répondent plus à la menace physique d'un pays contre un autre. L'occupation irakienne du Koweït ne menaçait pas plus la sécurité de la France que le conflit yougoslave ne menace aujourd'hui l'Espagne ou les Pays-Bas. Elles procèdent d'une menace plus morale d'assister passivement à des guerres civiles sans porter secours aux populations. La notion de "non-assistance à personne en danger" s'applique aux peuples, aux ethnies, aux minorités. Non encore codifié, le "droit d'ingérence" s'étend, sous la pression des opinions publiques sensibilisées par les médias. L'action caritative, les efforts humanitaires des organisations non gouvernementales (ONG), ne suffisent plus. Les pays qui en ont les moyens groupent leurs efforts pour participer à une sorte de police internationale sous l'égide des Nations Unies et dans le respect du droit international.

L'engagement de la France est à la hauteur de ses ambitions philosophiques : patrie des droits de l'homme, notre pays est en pointe dans la participation aux opérations de l'ONU qui ne lui rapportent rien mais lui coûtent cher, en vies humaines, en blessés, en matériel et en argent. Premier pays contribuable à la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) dans l'ex-Yougoslavie, avec presque 3.000 hommes, premier au Cambodge avec 1.400 hommes sous l'autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), la France est présente au Sud-Liban sans interruption depuis 1978 avec un contingent de 600 hommes, mais qui a atteint jusqu'à 1.300 hommes. Elle est présente dans la MONUIK (mission d'observation des Nations Unies entre l'Irak et le Koweït), l'UNISAL (Salvador), la FMO (force du Moyen-Orient, au Sinaï), etc.

La France se voit aussi reconnaître une spécialité dans l'action d'assistance médicale : en 1964, le service de santé a créé l'EMMIR (élément médical militaire d'intervention rapide), constitué d'une antenne chirurgicale parachutable, engagée au Biafra dès 1968, en 1970 au Pérou et en Jordanie, en 1972 au Nicaragua. De même, en 1983, a été signé le premier accord réunissant dans la lutte contre les grandes épidémies, au sein de la bioforce militaire (treize missions, dont des campagnes de vaccination en Afrique), l'Institut Mérieux, le ministère de la Défense et celui de la Coopération.

Peu médiatisée mais révélatrice d'un nouvel état d'esprit, la coopération croissante entre les armées françaises et les ONG (Croix Rouge, Médecins du monde, Médecins sans frontière, Pharmaciens sans frontière, etc.) correspond à cette nouvelle approche humaniste des menaces internationales, qui ne sont pas seulement les crises et conflits mais les catastrophes naturelles, les épidémies et les famines.

Pour l'ensemble des pays développés, cette réorientation du rôle des forces armées est un défi : ne pas baisser les bras tant que le monde connaîtra conflits, misère et sous-développement. ■



■ UEO ■
(Union de l'Europe occidentale)
LE BRAS DE LA DEFENSE EUROPEENNE

- *Alliance politique et militaire entrée en vigueur le 6 mai 1955.*
- *Membres : neuf Etats sur les douze de la Communauté (Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, RFA et Royaume-Uni). Les pays membres sont liés par une clause d'engagement militaire automatique en cas d'agression contre un des signataires.*
- *Maintenue en sommeil pendant trente ans, l'UEO a été réactivée avec l'adoption, en 1987, d'une "plate-forme commune", redéfinissant les objectifs de l'Union et, sur le terrain, par une première expérience de coordination des forces navales des pays membres lors des opérations de déminage du Golfe, en 1988, après la fin du conflit irako-iranien.*
- *L'UEO s'est dotée d'une assemblée parlementaire (Paris), d'un secrétariat (Londres) et d'un conseil qui réunit les ministres de la défense et des affaires étrangères des pays membres et dont le siège sera transféré à Bruxelles, conformément à l'accord de Maastricht. Un Institut de sécurité a été fondé en 1990.* ◆



▲ *Pierre Mauroy et Willy Brandt au conseil de l'Internationale socialiste (Paris, 6 et 7 décembre 1988).*

CONGRES DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

les objectifs de Pierre Mauroy

Le programme du nouveau président de l'IS est ambitieux mais rendu nécessaire par l'actualité. Repenser la social-démocratie, renforcer le caractère universel de l'IS, associer les élus locaux à une prise en compte de la vie quotidienne. "Il est urgent d'agir", a-t-il lancé.

Dans son discours d'investiture, le nouveau président de l'IS s'est situé dans la lignée et l'empreinte de Willy Brandt, en fixant à l'organisation plusieurs missions.

La première, tenant à cœur l'ancien premier secrétaire du PS qui a lancé la réflexion programmatique du Projet, est d'ordre idéologique. Il s'agit de poursuivre et approfondir la réflexion lancée à Madrid sur l'identité et l'actualité de la social-démocratie dans un monde changeant et dont les repères se brouillent. "A l'heure où tant d'anciens partis communistes de l'Est voudraient nous rejoindre, il importe de clarifier les esprits. N'est-il pas insupportable de voir que le parti de Milosevic ose s'appeler le Parti socialiste serbe ?" a-t-il lancé.

La deuxième est le renforcement du caractère universel de l'IS par son implantation dans le tiers monde et l'Est. Pour ce faire, la décision a été prise de créer une nouvelle catégorie de membres, les "observateurs". En outre, le renforcement des structures régionales et continentales décentralisera le fonctionnement de l'organisation. Pour permettre à l'IS de se montrer plus présente dans l'actualité par son expression, ses missions, une collégialité assouplie pourrait fonctionner entre le président, les vice-présidents et le secrétaire général.

Fidèle à ses responsabilités d'élu du Nord, Pierre Mauroy souhaite rendre l'action de l'IS plus concrète. Il a annoncé la conférence des villes, qui associera les responsables locaux sociaux-démocrates du monde afin de répondre ensemble aux défis de la vie quotidienne qu'ils se nomment toxicomanie, éducation, sida, transports, etc.

Parmi les résolutions finales du congrès, l'une se félicite de l'avancée de la paix au Proche-Orient, après un discours inspiré du premier ministre israélien, Itzhak Rabin ; une autre se penche sur le développement et la nécessaire solidarité internationale. Enfin, face au chômage, les sociaux-démocrates réaffirment leur volonté d'avancer dans la réduction du temps de travail.

Lyne Cohen-Solal

■ WILLY BRANDT ■
LE MILITANT DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Le congrès de l'Internationale socialiste qui s'est déroulé au Reichstag de Berlin, du 15 au 17 septembre, devait être celui de Willy Brandt. Sa présidence à la tête des socialistes et sociaux-démocrates du monde, qui a duré plus de seize ans, a été, sans conteste, remplie de tâches aussi exaltantes que réussies : ouverture aux pays latins et du Sud, diffusion des idées social-démocrates dans des continents comme l'Amérique du Sud et l'Afrique, avancées démocratiques à l'Est. L'ancien chancelier d'Allemagne, prix Nobel de la paix (en 1971), avait choisi le temps et le lieu pour passer le témoin. "Je veux vivre ce qui me reste à vivre", confiait l'ancien bourgmestre de Berlin à ses camarades du praesidium de l'IS, fin mars, à Madrid, en leur proposant Pierre Mauroy comme successeur, proposition acceptée par tous et qui a été confirmée par le congrès (lire "Vendredi" n° 137).

La maladie ne lui aura pas permis de réaliser l'un de ses rêves : célébrer l'épanouissement de la démocratie et du socialisme dans le monde au Reichstag, dans un Berlin rendu à son unité et à la démocratie. C'est Felipe Gonzalez, premier ministre d'Espagne, qui devait assumer la présidence des travaux.

Rayonnement international

Dans la salle, plus de cent partis membres venus de tous les continents et trois mille participants. Une nouvelle dimension pour la plus ancienne organisation politique internationale, depuis ce congrès de Genève où Brandt fut élu président. L'Internationale socialiste n'a que peu à voir avec le club anglo-saxon des sociaux-démocrates et travaillistes de l'après-guerre. La tâche qu'il s'était alors fixée, Brandt la rappelle dans ses "Mémoires" publiées en 1989 (en traduction française, chez Albin Michel, 1990) : "dépasser l'eurocentrisme de notre organisation". Aujourd'hui, soixante-dix organisations frappent à la porte de l'IS, venues de pays d'Afrique ou d'Amérique du Sud et, surtout, de tous ces pays de l'Est, enfin délivrés de l'autoritarisme et qui découvrent la démocratie, les crises et, souvent, les guerres. Avec la fin de la guerre froide, c'est l'un des autres objectifs de Brandt : rapprocher l'Est et l'Ouest, qui voit sa réalisation avancer. Pour la fameuse ostpolitik, mise en œuvre inlassablement quand il assumait les responsabilités de chancelier, mais aussi pour la construction européenne dont il fut l'artisan inspiré, il fallait idéalisme et volonté de dépassement. Malgré les difficultés de l'époque, ces qualités donnèrent à l'ancien résistant à Hitler, né à Lübeck, la force de refuser l'ordre d'une Europe déchirée par le mur.

Les succès de la social-démocratie

Tout au long des années de présidence, Brandt bénéficia de l'amitié et de

L'EUROGAUCHE AVANCE

Avec la présence au Reichstag de Mikhaïl Gorbatchev, l'adhésion des anciens communistes italiens à l'Internationale socialiste sera l'un des événements du congrès de Berlin. L'arrivée du PDS ne constitue pas, à proprement parler, une grande surprise, car le parti d'Achile Occhetto avait préparé son rapprochement avec les sociaux-démocrates et assistait en invité aux réunions de l'IS depuis quelques mois.

De nombreux partis européens avaient donné leur accord. Encore fallait-il recueillir ceux des principaux intéressés, les socialistes italiens, dont les deux partis, le PSI et le PSDI, sont membres à part entière depuis de longues années. L'Internationale socialiste ne pouvant résoudre les litiges de politique intérieure, les composantes de la gauche italienne devaient se rapprocher avant de siéger dans la même organisation.

Sous l'impulsion de Bettino Craxi, ce fut chose faite début septembre. Socialistes et ex-communistes italiens semblent être sur la voie d'une forme d'alliance et de programme commun. De quoi lever les derniers obstacles des intéressés.

Premières conséquences : fortifier le groupe socialiste au Parlement européen des élus du PDS, avancer sur la voie de l'union des forces syndicales et socialistes historiquement divisées dans un pays latin et, surtout, donner enfin une réalité au rêve de l'eurogauche.

D'autres partis se trouvent alliés à l'IS, les partis socialistes et sociaux-démocrates de Hongrie, Slovaquie et Slovénie. C'est aussi le cas du FFS d'Hocine Aït Ahmed, du FPI de Laurent Bagbo et de deux partis du Bénin, d'anciens mouvements de libération reconvertis à la démocratie comme le Front socialiste du Nicaragua et le M19 de Colombie, mais aussi de deux partis chilien et haïtien.

l'aide d'Olof Palme (premier ministre de Suède) et de Bruno Kreisky (chancelier d'Autriche) qui formèrent avec lui une forte collégialité.

Dans le même temps, il donna aux comités spécialisés de l'IS poids et responsabilités en mettant à leur tête des personnalités de grand rayonnement. Il fallut répondre à l'appel des peuples qui secouaient le poids de la colonisation, réagir au déséquilibre croissant entre le Nord et le Sud, rappeler à la raison ceux qui multipliaient les armements et les dangers et surtout aider encore et encore à la diffusion des idées social-démocrates.

A leur actif, la réussite d'un courant socialiste porteur en Espagne, au Portugal mais aussi dans de nombreux pays d'Amérique du Sud.

Défense des droits de l'homme en Afrique du Sud, avancée de la paix au Proche-Orient, mais aussi avenir des idéaux de la social-démocratie dans un monde en changement, Willy Brandt laisse de beaux chantiers ouverts. Avec une méthode de travail pragmatique qui s'associe à une intense attention et émotion pour les hommes, leurs souffrances et leurs rêves. "Dans cette période de transition, nous sommes contraints de vivre avec de nombreuses incertitudes, la création de structures mondiales plus solides prendra du temps..." prédisait, à Madrid, cet homme d'Etat resté un formidable militant.

L.C.-S.

AUX CONFINS DE LA BOSNIE

témoignage sur une tragédie contagieuse

Survoler l'ex-Yougoslavie ou en sillonner les routes permet d'en dresser une redoutable cartographie ethnique.

Le moindre hameau perdu dans cette immensité verte et montagneuse est divisé par un mur invisible et mortel. Cette région de Krajina du Sud, aux confins de la Bosnie et de la Croatie, est sous le contrôle des milices serbes.

Le toit de tuiles rouges signale une demeure fleurie où une famille serbe vaque à ses occupations quotidiennes et bucoliques. De la maison voisine, on n'aperçoit que le carré blanc du plancher de l'étage supérieur. Le toit a été dynamité, la maison livrée au pillage, puis détruite. Ses occupants croates ou musulmans ont disparu. Sortis de leur sommeil par des bandes armées renseignées par les voisins, les jeunes hommes sont abattus, les femmes et les enfants terrorisés, dispersés dans les montagnes. Des milliers de hameaux survolés ou visités, aucun n'a échappé au terrible scalpel ethnique.

En rencontrant ceux pour qui la vie continue, il est évidemment impossible de distinguer entre ceux qui éprouvent une compassion sincère à l'égard des voisins disparus et les délateurs complices de cette besogne fasciste. Mais dans tous les regards se lit la peur. La peur du retour de ceux qui sont dans la montagne et qui reviendront, c'est sûr, un jour, récupérer leur maison, leur terre et venger leurs disparus.

Toute la problématique yougoslave est là, dans cet incroyable enchevêtrement de haines. Tito avait construit une armée populaire, où chaque village disposait de son stock d'armes, avec des hommes sachant s'en servir et entraînés à la guérilla. Il voulait la Yougoslavie inoccupable et incontrôlable. Elle l'est. Nos armes électroniques ne savent pas débusquer le tireur isolé ni convaincre le fils de ne pas venger le père assassiné.

Le facteur aggravant réside évidemment dans le réveil des Balkans et dans les implications plus lointaines et nouvelles. Les Croates sont aidés par d'anciens militaires perdus de l'ex-RDA et de la Hongrie. La solidarité des Russes, des Roumains, des Grecs à la Serbie orthodoxe est certaine ; celle de la Turquie et de l'Albanie à l'égard de la Bosnie ne fait pas non plus de doute.

Le facteur nouveau viendrait de l'intérêt soudain, discret mais efficace, porté par l'Iran et l'Arabie Saoudite à ces musulmans oubliés de Bosnie et du Kosovo.

Il faut voir l'évidence : une internationalisation du conflit est possible.

Curieuse époque où l'histoire hésite. Il n'est pas nécessaire d'être doté d'une clairvoyance particulière pour imaginer que le schéma yougoslave se reproduise à l'infini dans les subrépubliques de l'ex-Union Soviétique. Oui, l'histoire hésite entre un retour à la logique foudroyante des luttes subnationales et ethniques dont personne ne peut jurer qu'elles épargneraient notre vieux continent et la capacité des hommes à dépasser ces fatalités maudites pour construire des entités politiques de développement concerté.

Il nous faut construire, à l'ouest de notre continent, un pôle dont la stabilité démocratique soit contagieuse.

Il y a sans doute des dizaines de raisons pour soutenir l'union européenne. Celle-ci se suffit à elle-même.

Jean-Michel Boucheron,
président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

J.-M. Boucheron saluant Satish Nambiar, commandant de la Forpronu en compagnie de Pierre Joxe, lors de leur récente visite en Croatie.



BREF... EN BREF... EN

■ Victoire démocratique en Thaïlande. Avec 51% des sièges au Parlement, le Parti démocrate est arrivé en tête le 18/9. Son chef, Chuan Leekpai devrait être nommé Premier ministre.

■ Au Pérou, Abimaël Guzman, chef historique du Sentier lumineux et sept autres dirigeants du mouvement, tous responsables de milliers d'assassinats, ont été arrêtés à Lima, le 13 septembre.

■ Proche-Orient. Les négociations bilatérales ont repris à Washington le 14/9. Après ses propositions de concessions territoriales sur le Golan, Israël va demander à la Syrie des "éclaircissements" sur l'accord de paix qu'elle souhaite.

■ Alors que les combats se poursuivent en Bosnie-Herzégovine, les dirigeants serbes, croates et musulmans, devaient se rencontrer à Genève le 18/9 dans le cadre de la conférence de Londres. Les Douze approuvent l'idée d'une zone d'exclusion aérienne en Bosnie (dont la décision devra être prise par l'ONU), pour protéger les militaires de la FORPRONU et permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

REAMENAGEMENT MONETAIRE

l'esprit de Maastricht

Le réajustement monétaire du week-end dernier et la baisse des taux intervenue dans la foulée le prouvent : l'esprit de Maastricht l'a emporté. Encore faut-il qu'il puisse entrer dans les faits, malgré toutes les attaques dont il fait l'objet.

Sans Maastricht, rien n'aurait été possible... Maastricht qui n'a pas encore été ratifié mais qui, déjà, a protégé la Communauté. A une semaine du référendum en France, quand tout peut encore être défait, ce qui a été tissé à Maastricht a apporté la preuve de son utilité, avant même de pouvoir être légalement appliqué. Mais cette victoire était trop éclatante. Soyons réaliste, la monnaie unique n'existe pas encore. Et tous ceux qui n'ont pas intérêt à sa création se sont ligués pour la tuer dans l'œuf.



Trop attaquée, et depuis trop longtemps, la lire ne pouvait plus tenir : l'Italie, dont le déficit avoisine les 10% du PIB et la dette les 100%, était contrainte à une dévaluation. Depuis la création du SME, en 1979, les parités monétaires ont été réajustées, en moyenne, tous les sept mois les quatre premières années, puis tous les dix-huit mois de 1983 à 1987. La dynamique amorcée à Maastricht a été la plus forte. Le comité monétaire de la CE a non seulement réajusté les parités -dévaluation de la lire, réévaluation des autres monnaies- mais aussi annoncé la baisse des taux d'intérêt allemands. Alors que la Bundesbank avait augmenté ses taux directeurs six fois depuis la réunification de l'Allemagne, trois fois depuis un an, elle les baisse aujourd'hui. Dans la foulée, six pays européens en font autant. L'euphorie est générale sur tous les marchés financiers. Michel Sapin, ministre de l'Economie et des Finances, garde la tête froide : "Seul un oui à Maastricht peut placer délibérément la France dans une forte perspective de baisse des taux d'intérêt." Dès le lendemain, les dures attaques contre la lire et la confusion sur les marchés financiers lui ont donné raison.

UNE MONNAIE FORTE POUR UNE EUROPE LIBRE

Dimanche dernier, l'Europe a prouvé sa force. Le mardi suivant a prouvé, lui, en sens inverse, que cette force restait fragile encore quelques jours. Jusqu'à la réponse de la France au référendum.
Si le traité de Maastricht est ratifié, la force qui s'est levée dimanche pourra commencer à donner sa mesure. Au terme du processus, des remous comme ceux que nous venons de vivre seront impossibles. La monnaie unique sera émise par la banque centrale européenne qui fixera elle-même la politique des taux d'intérêt à l'intérieur de la Communauté. Les dirigeants de cette autorité monétaire, qui assureront la stabilité de la monnaie et la maîtrise de l'inflation, seront nommés par le pouvoir politique. C'est le pouvoir politique qui déterminera les orientations économiques communes, la politique monétaire extérieure et, donc, les taux de change entre la monnaie commune, le dollar et le yen.
Si le non l'emportait, ce serait au contraire la porte ouverte à toutes les aventures. Les nouvelles attaques contre la lire et le SME sonnent, à cet égard, comme un sinistre avertissement. Un non créerait un tel choc que le SME lui-même risquerait de sombrer, chaque pays essayant, au nom de l'intérêt national, puisque l'idéal européen aurait fait long feu, de se protéger à coup de hausses des taux d'intérêt, de réaménagement des parités de moins en moins concerté. Après la lire et la livre, le franc serait vite en première ligne. Ce qui signifie une ponction de plus en plus lourde sur le pouvoir d'achat des salariés français.
Dimanche, les Français ont le choix. Entre la sécurité et le chaos.

Monique Grima

BREF... EN BREF... EN

■ **L'Etat, l'ANPE et 9 branches professionnelles viennent de signer des accords cadres portant sur la formation des chômeurs. Conclus pour une durée de 18 ou 24 mois, ils permettront à huit mille demandeurs d'emploi de recevoir une formation dans les centres de formation des entreprises ou des branches professionnelles.**

■ Les intermittents du spectacle ont manifesté le jeudi 17 septembre, après avoir occupé l'Académie française le jeudi précédent.
Le 30 septembre, leur système d'indemnisation du chômage arrivera à échéance.
Si syndicats et patronat ne se mettent pas d'accord d'ici là sur une nouvelle formule, leurs allocations seront alignées sur le régime commun.

■ **L'Unedic doit emprunter un milliard aux banques pour payer les indemnités d'assurance-chômage en septembre et octobre.
L'accord qui a été conclu en juillet ne fera, en effet, sentir ses effets que progressivement.**

■ Beau résultat de l'indice des prix en France : augmentation de 0,1% pendant le mois d'août, contre 0,3% en juillet.
Une hausse de 1,7% depuis le début de l'année et de 2,7% sur les douze derniers mois.
Performance à comparer avec la hausse moyenne de 0,1%, enregistrée en juillet dans les douze pays de la Communauté.
C'est le résultat le plus satisfaisant depuis novembre 1988.
L'inflation cumulée au sein de la CE depuis un an est de 4,1%, soit 1,4% de plus qu'en France.

■ **CEA-France et France-Télécom vont entrer dans le capital de SGS-Thomson. Les deux sociétés prendront ainsi la majorité des capitaux publics français dans cette société franco-italienne voulue par Edith Cresson pour placer la France dans le groupe de tête mondial des semi-conducteurs.**

■ Aux Etats-Unis, trente millions de personnes ne mangent pas à leur faim, sur une population de 250 millions, (enquête demandée par une commission de la Chambre des représentants).

■ **Le PEA, le plan d'épargne en actions, a été lancé officiellement lundi.
Le gouvernement souhaite, grâce à lui, réconcilier les Français avec la Bourse et l'épargne longue, et drainer leur épargne vers les entreprises.**

■ Le marché automobile européen a enregistré une croissance de 4,25% en août, après avoir baissé de 15% le mois précédent.
Mais, au cours des huit premiers mois de l'année, la demande a reculé de 2%.

■ **Martine Aubry, dans une interview publiée par "Liaisons sociales", a déploré que le nombre de licenciements et la nature des plans sociaux soient dus, en partie, "à l'insuffisance du poids des organisations syndicales et à l'accroissement de l'individualisme des salariés."**

SCENES D'UNE RENTREE SCOLAIRE REUSSIE

les pionniers d'un collège rural

Visite impromptue de Jack Lang dans un collège. Priorité affirmée du ministre, qui devrait annoncer un plan fin octobre.

Problème : comment, avec huit cent soixante élèves venant de vingt-six villages différents et de milieux sociaux souvent éloignés de la culture scolaire, impliquer les parents dans le travail de leurs enfants et aider ces mêmes enfants à faire leurs devoirs à la maison ? Une gageure apparente qu'est en train de réussir le collège Claude-Monet, à Magny-en-Vexin (95) où Jack Lang effectuait, pour la rentrée, une visite impromptue.

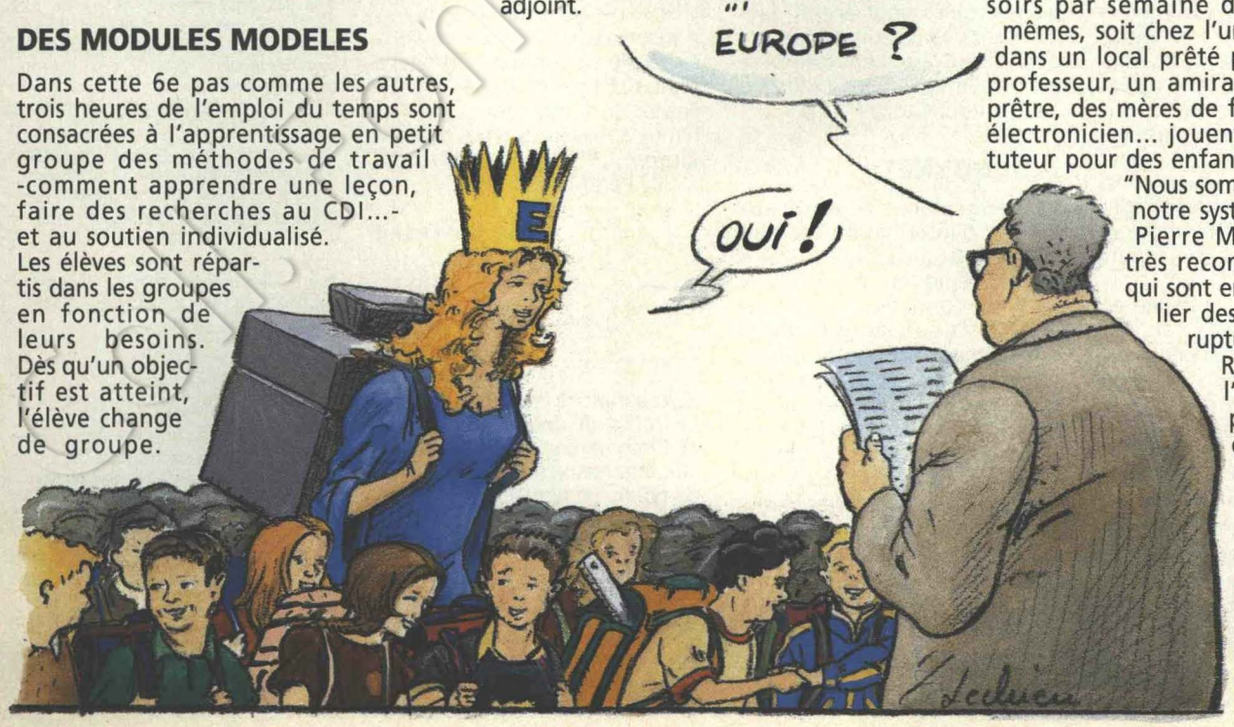
Première initiative : une sixième pas comme les autres. La classe réunit des enfants, venant de différents CM2, dont les parents ont été volontaires pour participer à une expérience de relation suivie avec les enseignants. "L'idée, explique Viviane Cavaillès, professeur d'histoire-géographie et professeur principal de la classe, est de communiquer avec les parents, non pas par le système habituel et réducteur des notes, mais d'analyser ce que les enfants savent déjà et ce qu'ils ont besoin d'apprendre pour voir de quelle façon les parents peuvent travailler avec eux et avec nous."

DES MODULES MODELES

Dans cette 6e pas comme les autres, trois heures de l'emploi du temps sont consacrées à l'apprentissage en petit groupe des méthodes de travail -comment apprendre une leçon, faire des recherches au CDI...- et au soutien individualisé. Les élèves sont répartis dans les groupes en fonction de leurs besoins. Dès qu'un objectif est atteint, l'élève change de groupe.

Profs et parents se réunissent ensuite régulièrement pour analyser les progrès et les lacunes de chaque enfant.

Même démarche dans une troisième ATP (aide au travail personnel) où des élèves bénéficient d'un soutien plus individualisé. La classe est divisée en trois groupes qui travaillent méthodes et notions mal assimilées pendant six semaines. Ensuite, les enseignants se réunissent, dressent un bilan par élève et décident de leur travail des six semaines suivantes. "J'ai enfin saisi des choses que je ne comprenais pas depuis la 6e, les fractions par exemple", explique Sabine, ravie comme Yann, son voisin : "On est moins nombreux, le prof est plus disponible, on peut poser des questions sans risquer d'avoir l'air idiot." De véritables modules, à la façon de ceux qu'inaugurent cette rentrée les lycées en seconde. Qui supposent de la part de l'équipe pédagogique un travail de concertation important et du temps. "Ce qui me fait plaisir, c'est que les jeunes professeurs qui nous arrivent s'impliquent tout de suite. Même si, quelquefois, c'est un peu lourd", se réjouit Jean-Pierre Muller, le principal adjoint.



ETUDES DIRIGEES A DOMICILE

Enfin, particulièrement novatrices, des études dirigées décentralisées fonctionnent depuis déjà deux ans. La grande fierté du collège. Pour un établissement où plus de 80% des jeunes dépendent des cars de ramassage, encadrer le travail après les cours semble la quadrature du cercle. Pas à Magny. Les enfants ne pouvaient pas rester après les cours au collège ? Le collège est allé à eux. Un bénévole fait travailler cinq jeunes deux soirs par semaine dans les villages mêmes, soit chez l'un des jeunes, soit dans un local prêté par la mairie. Un professeur, un amiral en retraite, un prêtre, des mères de famille, un ancien électronicien... jouent ainsi le rôle de tuteur pour des enfants de leur village.

"Nous sommes assez fiers de notre système, avoue Jean-Pierre Muller, et surtout très reconnaissants à ceux qui sont en train de réconcilier des jeunes en quasi-rupture avec l'école.

Ravi, le ministre l'était aussi, qui a profité de l'occasion pour annoncer un "plan de cinq ans pour la découverte des arts et de la culture comportant des mesures adaptées aux zones rurales."

Patricia Jaffray

■ QUATRE VOIES ■ POUR UNE RENOVATION

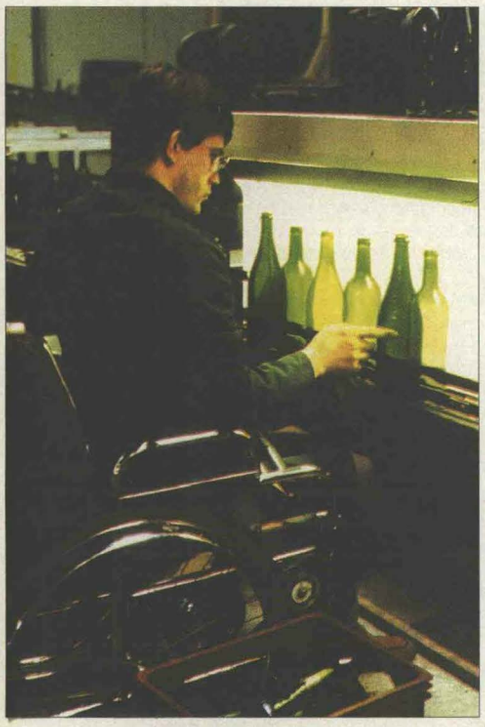
Sombre diagnostic. A lire le dernier rapport de l'Inspection générale (1) -un corps peu suspect d'être composé de dangereux agitateurs-, notre collège va mal. "Les pratiques pédagogiques ne tiennent pas compte de l'hétérogénéité des élèves... Sauf en éducation physique et sportive, il n'existe pas de projet pédagogique pour la classe. L'enseignement se fait trop souvent par simple juxtaposition des leçons." Participation des élèves "plus apparente que réelle", absence de communication dans la classe, manque de formation des enseignants qui maîtrisent mal leur discipline, quasi-inutilisation des techniques nouvelles... les sages ne sont pas tendres pour le premier cycle de notre second degré.

Il est urgent de ne pas attendre. Jack Lang annoncera le mois prochain un plan d'action dans quatre domaines. Premier chantier : les contenus d'enseignement. Contre le "saucissonage", le ministère milite pour le travail d'équipe : le domaine scientifique, notamment, devrait être repensé dans une collaboration plus étroite des enseignements, la technologie y être largement intégrée. Deuxième voie de la rénovation : un soutien généralisé, en utilisant réellement les trois heures de soutien prévues depuis 1985 dans l'emploi du temps des sixième et cinquième, ignorées de la plupart des établissements. Une information large sur les professions -professeurs associés, forums sur les métiers...- devrait favoriser une orientation positive vers les formations techniques qui manquent à notre économie. Enfin, les 4e et 3e technologiques s'installeront désormais dans les collèges.

(1) La Documentation française.

l'Europe avec les handicapés

La Communauté européenne compte près de trente millions de citoyens handicapés. Déjà, leurs spécificités sont prises en compte et leur insertion facilitée.



L'insertion sociale passe souvent par l'insertion professionnelle.

Plusieurs pays d'Europe ont déjà mis en place des réseaux de formation, d'information et de transfert de savoir-faire à travers plusieurs programmes d'intérêt communautaire. L'objectif essentiel est de permettre aux handicapés de compenser leur handicap et de réussir une insertion sociale et professionnelle.
Cette politique européenne en faveur des personnes handicapées repose principalement sur quatre programmes. Ils sont gérés et coordonnés par la Commission à Bruxelles.

1. HELIOS

Né en 1988, ce programme établit une base et un réseau d'activités pour développer au plan communautaire une action globale et cohérente favorisant l'intégration et l'autonomie des personnes handicapées. Hélios permet de promouvoir et de financer des opérations pilotes réalisées dans différents domaines tels que l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi, la mobilité, les transports, l'accessibilité, le logement, le sport...
Pour stimuler et réaliser des actions innovantes, la Communauté dispose de cinquante "centres et expériences de réadaptation et de formation professionnelle" constituant un relais à l'échelle nationale, ouvrant la voie vers d'autres activités du même type.
Les initiatives nationales réalisées dans le cadre d'Hélios sont nombreuses. Le tramway de Grenoble, par exemple, est entièrement accessible à tous (le plancher est surbaissé et, à l'arrêt, un petit plan incliné sort du wagon pour se poser sur le quai, de manière à ce qu'il n'y ait pas de vide). La ville de Lorient a mis en place toute une politique d'accessibilité de la voirie : trottoirs abaissés, places de stationnement aménagées, plans inclinés pour entrer dans les magasins, chèques taxis qui permettent aux handicapés de prendre un taxi au prix d'un ticket d'autobus...

2. HANDYNET

Ce programme répond aux besoins d'information des personnes handicapées. Il s'agit d'un système informatisé européen d'information, disponible dans les neuf langues de la Communauté. Chaque pays a un centre de coordination nommé par son gouvernement qui collecte et gère les informations. En France, c'est le Comité national français de liaison pour la réadaptation des handicaps (CNFLRH) qui effectue ce travail. Les informations sont centralisées à Bruxelles sur un serveur. Elles sont ensuite diffusées dans chaque centre national de coordination par l'intermédiaire d'un CD-ROM. Handynet permet d'obtenir des informations sur les matériels existants, les fabricants, les réglementations, les organisations commerciales... Il est possible, par exemple, d'obtenir dans un pays donné des informations sur les distributeurs d'une marque précise ou d'un type de materiel. Aujourd'hui, en France, l'ensemble des informations collectées se monte à 700 organisations commerciales et 2.000 produits français.

3. HORIZON

Cette initiative communautaire, décidée le 18 décembre 1990, est une mesure financière spécifique prise en faveur des personnes handicapées. Le budget total est fixé à 180 millions d'écus pour une période de trois ans (1991-1993). Elle est destinée à renforcer le programme Hélios et à soutenir en particulier les projets liés à la formation professionnelle, émanant des entreprises, des centes d'aide par le travail...

4. TIDE

Ce programme favorise le développement des nouvelles technologies pour l'intégration des personnes âgées et handicapées. Un appel d'offres a été lancé auprès d'un millier d'entreprises pour la conception d'appareillages et d'aides techniques visant à l'autonomie des personnes. Tide est une structure de recherche qui s'efforce d'assurer une coordination et une coopération entre chercheurs, industriels européens et utilisateurs.
Le CNFLRH est au service des handicapés et de leurs associations pour tous les types d'information non seulement sur ces programmes européens mais sur tout ce qui existe en France en faveur des personnes handicapées (tous types de handicaps). CNFLRH, 38 bd Raspail, 75007 Paris 45.48.90.13.

Chrystie Lipani

... EN BREF...

■ **Assurances scolaires. Le Centre de documentaton et d'information de l'assurance met gratuitement à la disposition du public un dépliant (n° 412). Pour l'obtenir : CDIA, 2 Chaussée d'Antin, 75009 Paris, ou minitel 36.14 code CDIA.**

■ La carte bancaire est utilisée dans 21,1% des opérations de paiement et de retrait d'argent. En progression (13,2% en 1987), selon la Banque de France.

PETITES ANNONCES
Vous recrutez un collaborateur ?
☎ 45.56.78.57

15601

Agglomération de 50.000 hab. de la région Auvergne
recherche
AGENT CONTRACTUEL
rattaché au cabinet du maire
pour une période de 6 mois
à compter du **1er octobre 1992.**
Cadre d'emploi
des attachés territoriaux.
Connaissances administratives
et financières appréciées.
Ecrire à "Vendredi"

► EMPLOI

15602 - ***Sup. de Co Lyon,*** 48 ans, cherche poste DAF ou dir. SEM, toutes régions.
☎ 42.96.14.35

15603 - ***Collaboratrice "Vendredi" cherche JH/JF anglais(e) ou américain(e)*** pour quelques heures de conversation hebdomadaires
☎ 40.24.19.75

15604 - ***Architecte réseaux télécom, diplômé 92 de l'INT (bac + 5),*** adh PS, 26 ans, cherche emploi de conception ou adm. de réseaux téléinformatiques. Paris ou RP
☎ 42.64.25.08

15605 - ***Technicien supérieur textile, BTS action commerciale,*** adh. PS, 33 ans, 4 ans exp., cherche emploi dans l'industrie textile ou dans le commerce de la grande distribution, toutes régions.
☎ 20.02.84.32

15606 - ***Françoise, 18 ans, AUTEUR-INTERPRETE.*** Après mon 1er disque, enregistré à mes frais, je cherche producteur-sponsor et travail sur scène.
☎ 86.51.23.25

15607 - ***Je saisis vos thèses, mémoires, courriers, etc.*** Macintosh, impres. laser.
☎ 42.62.82.43

► TRAVAUX

15608 - ***Biarritz - entreprise de traitement de bois,*** termites, assèchement des murs, réalise devis ttes régions, possibilité location de matériel.
☎ 59.41.28.93

► CONTACTS

15609 - ***Veuve, retraitée, 60 ans, bachelière,*** athée, cherche ami(e)s pour visites, sorties, vac., Paris et RP.
☎ (1) 46 26 24 53

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à

• • •

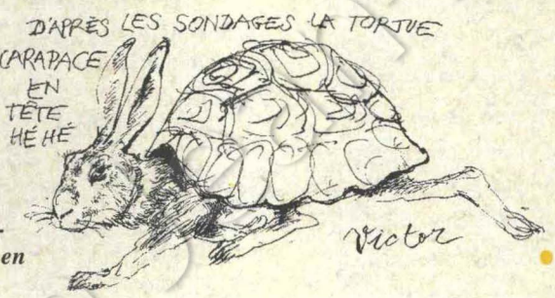
Ma douce

Nos hommes politiques aiment bien les images et les fables. Il y a quelques semaines, le baron de Chèvre-Séguin comparait les partisans du oui, pour la grande votation sur l'Europe, au lièvre de la fable qui avait tant attendu, à cause qu'il était trop sûr de sa victoire, qu'il ne pourrait plus rattraper la tortue du non. Bien sûr, cela se passait au temps où l'on a craint que le non l'emportât. Mais vous le savez, ma douce, les fables sont souvent de doux contes qui donnent l'impression de la vérité mais qui n'en approchent point. Car il est un fait qu'on ne peut qu'à grand peine nier, c'est que les lièvres vont plus vite que les tortues, aussi bien dans le règne de notre mère nature que dans celui de sa sœur l'histoire. Et cela quoi qu'en ait dit notre grand fabuliste. D'aucuns ont même imaginé une suite à sa fable du "Lièvre et de la tortue" : cette dernière, après avoir gagné la course, mourut d'épuisement sur la ligne d'arrivée, tandis que son compère le lièvre, battu mais vivant, rentrait en son gîte en quelques enjambées. Qu'adviendra-t-il de notre tortue du non quand le lièvre du oui aura cette fois gagné la course de l'Europe ? Mourra-t-elle d'épuisement, de désespoir ou de honte ?

Pourtant, ma douce, certaines choses ne laissent point de m'inquiéter. Je n'aime pas, par exemple, la façon dont nos champions du oui n'ont su bien souvent, au cours de cette campagne, que nier le non au lieu d'affirmer le oui. Quoi qu'en dise Aristote et toute la mathématique, je ne suis pas sûr qu'en politique dire non au non en revienne à dire oui. J'eus parfois l'impression, ces dernières semaines, que le lièvre du oui s'était assis sur la tortue du non, pensant par là la vaincre. On m'a conté aussi une nouvelle version de la parabole de l'aveugle et du paralytique. Au lieu que le paralytique montât sur les épaules de l'aveugle pour nier leurs deux infirmités, c'est l'aveugle qui monta sur les épaules du paralytique, s'additionnant ainsi dans le malheur.

Je forme des vœux pour que notre Europe ne soit point comme ces deux maladroits. Mais aujourd'hui, ma douce, le sort en est jeté.

p.c.c. Jean Guiloineau



• • •

VIRGIL TANASE

Le beau Danube pas toujours bleu

Auteur de plusieurs romans particulièrement émouvants, où la nostalgie d'un pays perdu sert de toile de fond pour des histoires d'amour impossibles et des examens de conscience troublants, Edgard Reichmann signe, aujourd'hui, un ouvrage nécessaire, à la fois journal intime et essai, *"L'Insomniaque du Danube" (1).*

L'histoire personnelle s'emploie à faire découvrir l'histoire de cette partie du monde que l'Occident a longtemps regardée sans la voir, qu'il découvre aujourd'hui avec étonnement et inquiétude, dont il essaye de comprendre les convulsions sans tout à fait y parvenir. Ce n'est pas facile, puisque même les témoignages d'un "Yougoslave privé de son pays", Vjekoslav Radovic, *"Spectres de la guerre" (2),* ne parviennent pas à nous édifier, bien qu'il s'agisse de récits recueillis sur place et sur le vif par un journaliste qui, de toute évidence, sait de quoi il parle. Dans un cas comme dans l'autre perce la question angoissante des nationalismes qui embrasent certains des pays sortis du glacis communiste, qui menacent d'autres.

... cette partie du monde que l'Occident a longtemps regardée sans la voir, qu'il découvre aujourd'hui avec étonnement et inquiétude, dont il essaye de comprendre les convulsions sans tout à fait y parvenir.

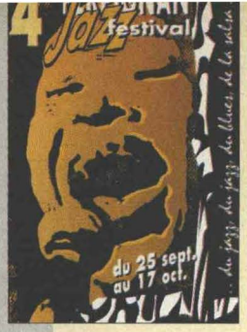
Juif, Edgar Reichmann, dont l'enfance se passe dans une Roumanie occupée par les Allemands, se voit ensuite confronté au totalitarisme : "Au temps où les nazis tentaient d'imposer leur loi à la Roumanie, sans toujours y parvenir, je pouvais au moins étudier avec les meilleurs professeurs juifs du pays, dans un des établissements tolérés par le régime fasciste du général Antonescu ; sous le talon de fer de la dictature du prolétariat, dont j'avais tellement souhaité l'avènement, ne se trouvaient pour l'exclu ni école ni travail, à moins qu'il ne devienne un mouchard." Devant les manifestations d'un racisme ordinaire, quotidien, qui n'est qu'une exception dans un pays où, en 1940, un officier trouvait que le patriotisme consistait à défendre des juifs agressés dans un train, Edgar Reichmann se rappelle les mots de son père : "N'y prête pas attention, celui qui t'a craché au visage est malheureux, il ne sait pas ce qu'il fait."

Il y a, peut-être, dans cette réponse de bon sens, un propos plus profond. A lire les pages de Vjekoslav Radovic, on a surtout l'impression que, sous les haines et les cruautés perpétrées quotidiennement dans l'ex-Yougoslavie, perce le malheur, que la bestialité de la guerre civile (si on peut nommer ainsi l'affrontement d'ethnies séparées par leur culture et leur religion) s'explique en premier lieu par la panique de la misère, par l'agressivité d'une foule de malheureux dont profitent ceux, assoiffés de pouvoir, qui n'ont pour seule morale que leur ambition personnelle. Et Vjekoslav Radovic de s'exclamer : "Quel communisme, quelle démocratie ? Il ne s'agit que d'une lutte sans scrupules pour le pouvoir."

Comme dans un bâtiment en flammes où, sous la menace de la mort, les gens se bousculent, piétinant les plus faibles, oubliant dans l'urgence du péril toute morale, les générations de l'Est, qui ont perdu une partie de leur vie pour une cause que l'on trouve aujourd'hui absurde (sans qu'elle le soit peut-être tout à fait), qui se voient menacés par d'autres longues années de sacrifices, manifestent une tentation irrationnelle de s'en sortir par le chacun-pour-soi, les individus comme les ethnies. Et il n'y a pas de meilleure réponse qu'une aide au cheminement vers la prospérité et, sur le plan interne, qu'une politique particulièrement attentive aux questions sociales. Edgar Reichmann, qui parcourt une Roumanie délivrée du totalitarisme mais où la politique (s'employer pour le bien des autres !) balbutie encore, ne rappelle pas innocemment les conditions dans lesquelles il avait connu, il y a quarante ans, l'actuel président Iliescu, et n'évoque pas sans à-propos sa rencontre d'aujourd'hui avec lui : la lucidité d'une politique de gauche réussira peut-être à préserver la Roumanie libérale des remous qui font rage ailleurs.

Pour approcher cette Europe-là, qui est encore la nôtre sans qu'elle le soit encore tout à fait, il n'y a certainement pas de meilleur cheminement qu'à travers ces ouvrages à la fois touchants et raisonnables, à la fois d'histoire et témoignages.

(1) Balland, 239 p., 115 F.
(2) L'Age d'homme, 220 p., 95 F.



4e FESTIVAL DE JAZZ DE PERPIGNAN

Du 25 septembre au 17 octobre

Une dizaine de concerts, une soirée cinéma et de nombreuses animations périphériques pendant trois semaines. De quoi égayer une rentrée qui non, décidément non, ne sera pas triste !

4 places par soirée pour nos abonnés

- **le 25/9 :** Barney Wilen trio
- **le 29/9 :** Gérard Marais quartet
- **le 2/10 :** nuit du blues (Benoît Blue Boy, Phil Guy...)
- **le 3/10 :** Hugh Hopper Special Project
- **le 9/10 :** Padovani-Machado quartet
- **le 10/10 :** Kim Parker quartet
- **le 17/10 :** Obatala

Et aussi : Ray Barreto **le 10/10** et Liz Mac Comb **le 13/10.**

"MERE COURAGE ET SES ENFANTS" de Bertolt Brecht

Théâtre de l'Escabeau, Briare (45), jusqu'au 14 novembre (week-ends seulement)

La guerre de Trente ans (1618 1648) ravage l'Europe. Mère Courage, choisit de vivre. Elle suivra les armées afin de s'enrichir. Qu'adviendra-t-il de cette famille d'Europe centrale, insolente et vagabonde ?

Mise en scène : Philippe Reache

10 invitations (pour 2 personnes) le 2 octobre.

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

CANNED HEAT

Rennes, le 3 octobre

"On the road again", vous vous souvenez ? Plus de vingt ans après, Canned Heat se produit toujours. Nostalgie ou... (re)découverte !

UBU et "Vendredi" offrent 5 places à nos abonnés.

"VIOLAINE, MORTE... DE RIRE"

Guichet Montparnasse, jusqu'au 10 octobre

Du four à micro-ondes au cours d'anglais, du fer à repasser au dépistage du SIDA, Violaine nous fait osciller entre la réalité quotidienne et la fiction. Le rire est toujours présent... la vie aussi.

Mise en scène : G. Viala

10 invitations (pour 2 personnes) les 25 et 29 /09.

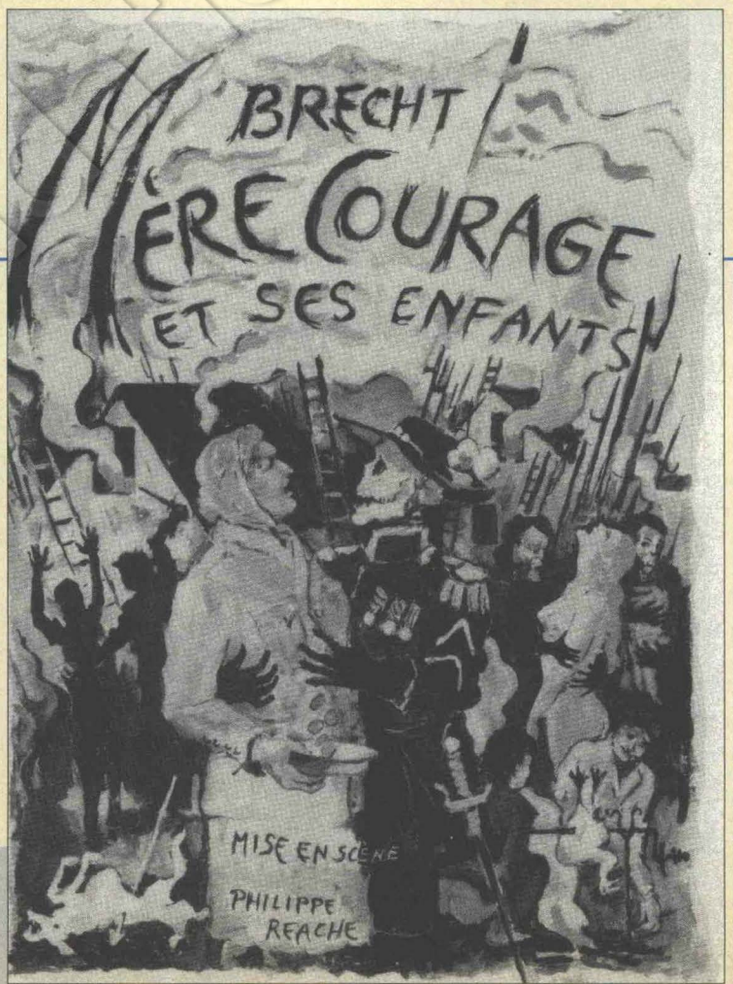


Pour connaître les programmes

- **4e Festival de jazz de Perpignan (STRASS) : ☎ 68 35 37 46**
- **Canned Heat (UBU) : ☎ 99 31 12 10**
- **Le Théâtre de l'Escabeau : ☎ 38 37 01 15**
- **Guichet Montparnasse : ☎ 43 27 88 61**

Pour obtenir les places, appelez-nous !

C'est décidé, je m'abonne



Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ ***Veuillez abonner de ma part ou***
❑ ***Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines***

▼ 1 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ ***Veuillez abonner de ma part ou***
❑ ***Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines***

▼ 2 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ ***Veuillez abonner de ma part ou***
❑ ***Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines***

▼ 3 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

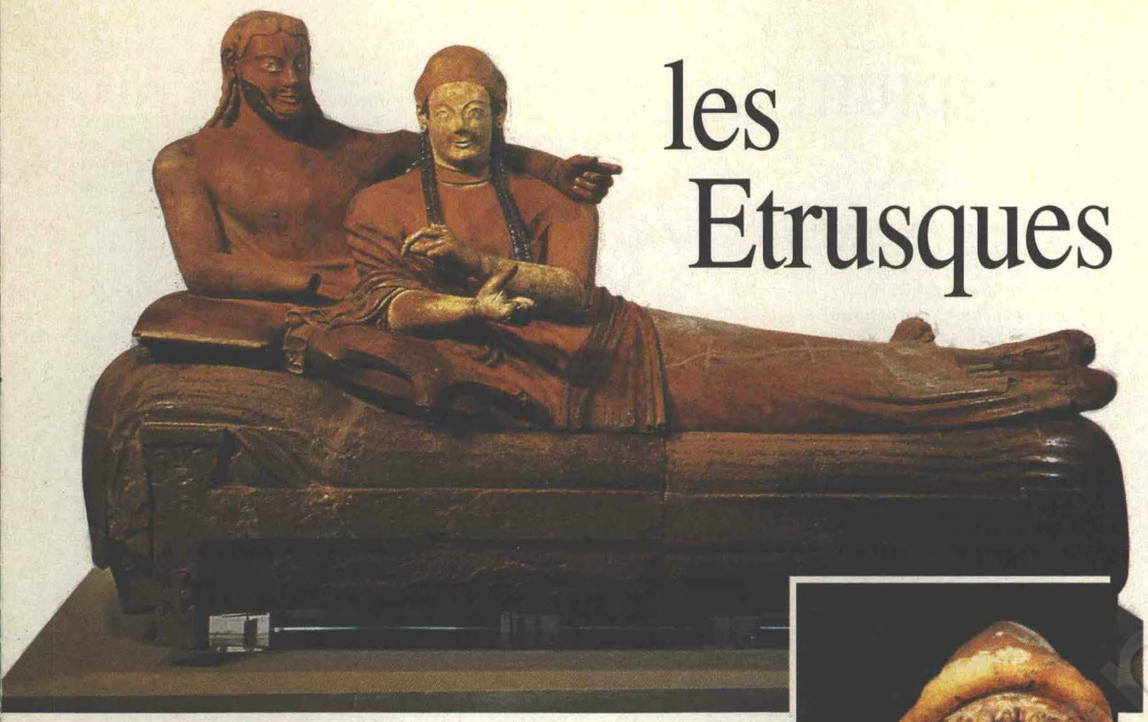
Abonnement 1 an : 260 F
DOM-TOM / CEE : 400 F
Autres pays : 600 F - Soutien : 500 F

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07

accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.

collection Jean Jaurès

les Etrusques





▲ *De haut en bas.*
• *"Sarcophage des époux", terre cuite 520-510 av. J.-C. Musée du Louvre, Paris.*
• *"Tête d'Hermès de Portonaccio", terre cuite, fin VIe siècle av. J.-C. Villa Giulia, Rome.*
• *"Chariot ornithomorphe de Tarquinia", bronze, fin IXe siècle av. J.-C. Museo nazionale, Tarquinia.*

La fameuse louve et ses avides jumeaux... étrusques. L'œnochoe en forme de tête de jeune homme reproduite en série par la manufacture de Wedgewood... étrusque. Le chariot ornithomorphe aux lignes dépouillées... étrusque. Familier par quelques pièces universellement célèbres, l'art étrusque n'en reste pas moins assez confidentiel, tout comme demeure mystérieuse l'origine de cette formidable civilisation surgie vers 700 av. J-C, dans la région qu'on appelle, aujourd'hui, Toscane.



Certains auteurs font venir les Etrusques de la lointaine Lydie, en Asie mineure, d'autres les pensent descendu du nord à travers les cols alpins, d'autres enfin les disent autochtones, installés de longue date en Italie.

A ce mystère des origines s'ajoute le secret d'une langue non encore déchiffrée du fait de la relative pauvreté des inscriptions retrouvées à ce jour.

Peuple marin qui s'allia à Carthage pour stopper la fièvre colonialiste des Grecs, la splendeur des objets funéraires faits d'or, d'argent ou encore d'ivoire atteste leur richesse.

On a aussi relevé la place originale occupée par la femme étrusque qui participait aux fêtes et aux banquets, jouant à l'occasion un authentique rôle politique, situation d'autant plus surprenante que le statut de ses consœurs, à Rome ou en Grèce, n'était guère enviable.

Mais lorsque s'amorcera la décadence, à la suite en particulier des défaites subies par Carthage, elle sera vertigineuse. Vers 350 l'empire n'existe plus, moins d'un siècle plus tard les étrusques sont romanisés.

Ne survivront de cette éblouissante civilisation, nettement urbaine par rapport aux autres peuples italiques plus agricoles, que les marques d'une profonde religiosité fondée sur un ensemble de livres sacrés dont quelques fragments seulement ont traversé les siècles par le truchement d'auteurs latins et grecs.

Curieux destin, en vérité, que celui de ce peuple, comme le souligne Elie Faure. En effet, "l'Etrusque n'apporte pas seulement à Rome sa religion, sa science augurale, il bâtit les temples, dresse les premières statues, forge les armes avec lesquelles Rome l'assassina."

L'exposition, œuvre de la Réunion des musées de France, du palazzo Grassi de Venise (organisateur, en 1991, de la superbe exposition sur les Celtes) et du Fiat, qui se tiendra au Grand Palais du 19 septembre au 14 décembre, est la première de cette ampleur depuis celle de 1955. Environ 650 pièces, provenant d'une centaine de musées, sont réunies afin d'illustrer les rapports que l'Etrurie entretint avec ses voisins européens et de présenter les différents regards portés au cours des siècles sur cette civilisation, passant de l'exploitation du mythe par les Médicis à l'étruscomanie du XIXe avec l'engouement des voyageurs anglais pour parvenir à l'étruscologie actuelle.

Au vu du sarcophage des époux, terre cuite datant du Ve siècle, on éprouve, face à la remarquable présence de ce couple, serein et souriant pour l'éternité, ce trouble particulier qui, par delà les temps, marque la proximité universelle, la familiarité de la destinée humaine.

Donner à tous, profanes et spécialistes, une idée claire de ce que furent les Etrusques, leur pays, leur histoire, leur art et de ce qu'ils apportèrent à la culture occidentale, grâce à une présentation discrètement didactique, voilà toute l'ambition de cette belle exposition.

F.L.

Galeries nationales du Grand Palais, tous les jours sauf le mardi, de 10 h à 20 h (22 h le mercredi), → 14 décembre.

Sol En Si

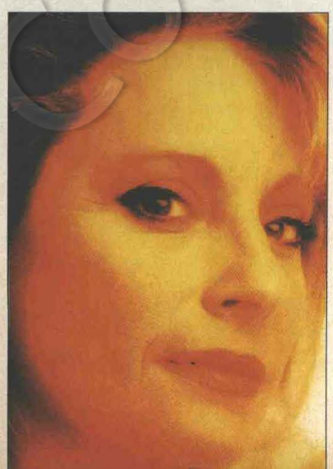
Solidarité enfants sida, depuis 1990, aide les enfants victimes du sida, conforte les parents, lutte contre le rejet et la discrimination ignorante ou imbécile.

Henri Dès, le samedi 19 à 14 h et, à 20 h 30, Véronique Sanson, Liane Foly, Maurane, William Sheller, Maxime Le Forestier soutiendront cette action, au Casino de Paris. Que ferez-vous ce jour-là ?

F.T.

Location ☎ 49.95.99.99
Sol En Si, 35 rue Duris, 75020 Paris.
☎ 43.49.63.63

▼ *Véronique Sanson.*



post-scriptum



GILLES DAUVE
"La Fileuse"



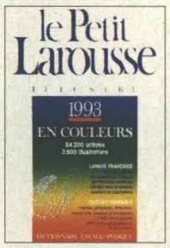
Cette fileuse-là file absolument sans cesse. Jusqu'à en perdre, comme on dit, le boire et le manger. Et même, une fois, une nuit entière, à lutter contre le sommeil. Pas de méprise : elle ne file ni avec un rouet ni avec une quenouille. Elle file, transitivement. Elle, la narratrice-fileuse, jette son dévolu au hasard sur quelqu'un : Serge et le suit, au plus près, sans relâche. Peu à peu, elle sait tout de lui. Mais Serge à son tour se met à pister un autre. Le lecteur suit la narratrice qui suit Serge qui suit... etc.
Le jeu de miroir est parfaitement agencé. Chacun vole la vie de l'autre. Reste l'aspect romanesque très troublant : ces personnages tellement actuels qui dérivent. Pourquoi ?
Denoël, 178 p., 89 F.

PATRICK CHAMOISEAU
"Texaco"



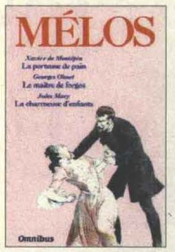
Tout en étant un événement littéraire, ce livre est également un événement culturel. Au plan culturel "Texaco" est un fait majeur, soudain bien qu'annoncé. Il y a quatre ans, avec deux autres romanciers antillais, Jean Bernabé et Raphaël Confiant, Patrice Chamoiseau avait publié un "Eloge de la créolité", manifeste dans lequel les trois écrivains affirmaient leur projet de travailler à créer une littérature créole qui reconstitue et relate l'histoire effacée du peuple antillais, loin de l'imagerie foulards-madras conventionnelle. "Texaco" restera comme le premier grand texte de cette démarche.
Evénement littéraire, car le livre est splendide. C'est l'histoire, séculaire et récente, du peuple martiniquais, de l'esclavage à la vie moderne. Les fables, les poèmes, les récits, les scènes quotidiennes dans une langue toute nouvelle : en français bien sûr, créolisé, réinventé, somptueux à chaque page, à chaque phrase, à chaque ligne. La lecture de cette rentrée.
Gallimard, 444 p., 120 F.

Petit Larousse 1993



C'est l'institution. Chaque année, il s'en vend plus d'un million d'exemplaires, ce qui est considérable. Ce succès s'explique largement en procédant par comparaison. Larousse possède manifestement un savoir-faire encore inimité. Mise en page renouvelée avec bonheur, typographie et illustration particulièrement soignées.
L'édition 1993 a été celle d'une mise à jour importante commandée largement par l'actualité : 5.000 des 84.000 articles, pour la plupart géographiques, ont été actualisés. Mais bon nombre de personnalités y font leur entrée (Pierre Bérégovoy, Pierre-Gilles de Gennes, etc.) et 121 noms communs qui témoignent de l'évolution de la langue.
Larousse, 1788 p., 235 F.

Mélos



Aujourd'hui, ce sont les films d'épouvante, type Avoriaz. Hier, c'étaient les mélodrames. Et, surtout, avec les romans populaires qui faisaient le succès des cabinets de lecture ou les feuilletons assurant à une infinité de quotidiens des tirages qui laissent aujourd'hui rêveurs.
Voici trois sommets de cette littérature : "La Porteuse de pain", de Xavier de Montépin, "Le Maître de forges", de Georges Ohnet, et "La Charmeuse d'enfants", de Jules Mary. Archétypes du roman populaire Troisième République, ils ont aujourd'hui mauvaise presse. Pourtant, lire la première page condamne à aller jusqu'à la dernière.
Presses de la Cité/Omnibus, 1.328 p., 135 F.



BIZET
"Carmen"



Un disque qui a les avantages et les inconvénients des versions abrégées. On perd les parties parlées ou certaines longueurs, qui existent même dans le chef-d'œuvre de Georges Bizet. Mais on retrouve, en un seul disque et quatorze plages, tous les grands airs de la célèbre partition.
D'autant qu'avec ce CD prenant place dans la "Domingo édition", il s'agit de la reprise d'une version qui est probablement la meilleure des gravures modernes. Teresa Berganza (Carmen), Placido Domingo (Don José), Ileana Cotrubas (Micaëla) sont parfaits. Intense et brillante direction de Claudio Abbado.
Deutsche Gramophon, 54012, 68' 36", 110 F.

PRAETORIUS
"Magnificat"



Au début du XVIIe siècle, le prince-électeur de Saxe, qui entretenait une cour brillante, n'avait qu'un souhait : attacher à son service Michaël Schultze, dit Praetorius, musicien autodidacte dont tout l'Empire était entiché. En 1613, ce fut chose faite, et Praetorius donna à Dresde son âge d'or musical.
Musique savante, exubérante, au croisement de l'allemande traditionaliste et de l'italienne novatrice. D'une profusion telle que l'on n'en a jamais dressé de catalogue complet. La musique vocale est au plus haut. Un des innombrables "Magnificat" et six autres pièces splendidement interprétées par le Huelgas Ensemble, dir. Paul van Nevel. Un régal.
Sony-classical, 48039, 67' 54", env. 125 F.

TO DIZ, WITH LOVE
"Live at the Blue Note"



Ce disque est le concert auquel tous les festivaliers de France et de Navarre auraient dû assister cet été. Hélas, le destin et la santé du trompettiste avaient décidé que nous ne jubilerions pas avec Dizzy et ses 75 pistons.
Gillespie prend du repos aux Etats-Unis et nous envoie ce très beau recueil. Où l'on retrouve de vieux compagnons de route tels Red Rodney et de plus jeunes mais non moins talentueux acolytes, comme Wynton Marsalis ou Wallace Roney, pour cinq morceaux d'anthologie : "Billie's Bounce", "Confirmation", "Mood indigo", "Straight no ehaser", "Night in Tunisia". Du gâteau pour ce briscard du be-bop et du petit lait pour ses admirateurs.
Telarc/Média 7, 83307, 66' 22", env. 135 F.

CECCARELLI TRIO
"Hat snatcher"



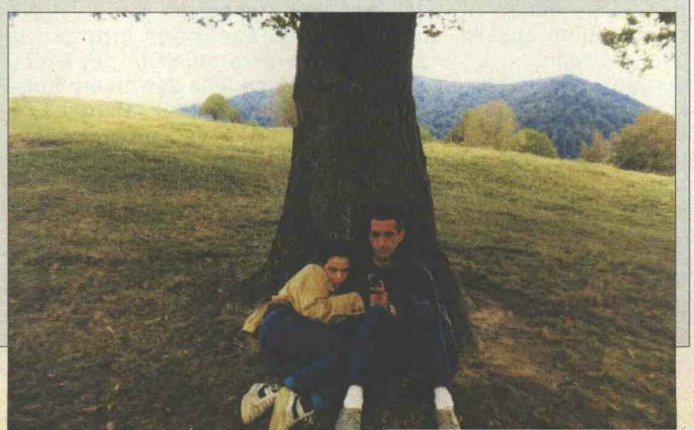
Il est long, le chemin parcouru par ce fantastique batteur. De l'orchestre d'Aimé Barelli au trio de Dee Dee Bridgewater, "Dédé" a accompagné tout le monde : Dick Rivers, Claude François, Tina Turner, Corea, Le Lann, Lockwood, l'ONJ... la liste est interminable. Quand il a un moment, André Ceccarelli enregistre pour lui et ses amis Jean-Marc Jafret (basse) et Thierry Eliez (piano, voix) des albums comme "Hat snatcher" plein de richesses harmoniques et rythmiques, et invite Didier Lockwood ou son frère et condisciple Jean-Paul Ceccarelli.
L'immense espace qu'implique la formation en trio n'est pas pour effrayer ces lascars qui se font fort, pendant plus d'une heure, de nous émerveiller de leur interprétation légère et limpide de compositions denses et variées.
Polydor, 512295, 63'45", env. 135F.

CINEMA

"Le Chêne"

Condamnation sur le mode tragi-comique du régime de Ceaucescu, de ses apparatchiks, de la bêtise meurtrière de l'armée et de la police, c'est aussi un cri d'alarme. Afin d'attirer l'attention sur le naufrage actuel de la Roumanie. C'est que la télévision, qui nous avait rassasiés d'images au moment du procès de Ceaucescu et des charniers trafiqués de Timisoara, est devenue, depuis, bien silencieuse.
Début symbolique : Nela s'est enfermée avec un mort, un ancien colonel de la Securitate. Son père. Elle quittera Bucarest en l'emportant avec elle dans une boîte de Nescafé. Incinéré. Et les catastrophes se succèderont, malgré la rencontre d'un chirurgien iconoclaste en révolte contre la médiocrité ambiante. L'hôpital où il travaille, vétuste et insalubre, est à l'image de la Roumanie.
Une mise en scène continuellement inventive et deux acteurs remarquables : Maïa Morgenstern, d'apparence peu soignée au début, mais qui révélera sa beauté naturelle au cours de son voyage, et Razvan Vasilescu, sorte d'Alberto Sordi de l'Est, comique et redresseur de torts. Sur un rythme trépidant, farce et horreur se mêlent, pour produire un humour plutôt macabre.
En 1990, Lucian Pintilie est retourné dans son pays natal, la Roumanie. Interdit de tournage chez lui depuis 1973, il a mené à bien une carrière internationale et monté, entre autres, onze pièces au Théâtre de la Ville, à Paris. Première coproduction franco-roumaine depuis quelque quatorze ans, "Le Chêne", cet arbre de vie, symbolise l'espoir de ce que pourrait être la Roumanie de demain. Un des meilleurs témoignages cinématographiques actuels sur la situation à l'Est.

C. P.



▼ *Maïa Morgenstern et Razvan Vasilescu.*

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec
Françoise Lorrain (enquête)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

DOMINIQUE DESANTI

Historienne et romancière, auteur de nombreuses biographies. Femme plurielle, sans cesse engagée. Dominique Desanti espère, depuis longtemps déjà, un continent européen. Indispensable.

Vous faites partie du comité national pour le oui au traité de Maastricht. Qu'est-ce qui vous pousse à vous mobiliser pour l'Europe ?
Cela fait quarante ans que nous essayons de nous insérer dans un ensemble cohérent, qui rende les conflits improbables et qui assure des rapports stables et équilibrés. Nous avons besoin de créer un continent faisant le poids face aux Etats-Unis et face à un complexe asiatique qui va prendre de l'importance dans les prochaines décennies.
Au fil des années, d'autres pays d'Europe accèderont à cette union, et nous finirons par avoir un continent européen, ce qui n'est que justice, finalement. Tout cela me paraît très logique. Il y a trente-cinq ans que je pense qu'il faut se dépêcher de faire l'Europe, qui est d'ailleurs en progression. Le traité de Maastricht n'est sans doute pas parfait. Mais ce n'est pas un motif suffisant pour ne pas faire le pas indispensable conduisant à la construction européenne. Pour la France, entrer maintenant dans l'Europe, est un intérêt national.

Un de vos livres est consacré aux socialistes de l'utopie. L'Europe est-elle une utopie ?
C'est une utopie en train de se réaliser. C'est évidemment le grand rêve des socialistes de l'utopie d'effacer les frontières, et que les peuples soient frères. Ils ne disaient pas du tout de dénationaliser. Ce qui les préoccupait, c'était que nous ne soyons pas contenus dans un espace donné. Eux, ils voyaient des petites communautés partout. Ca, c'est l'utopie. Encore que, avec les systèmes de fédérations qui vont s'installer dans plusieurs pays européens, ce ne soit pas tellement une utopie. En tout cas, l'idée de l'Europe est une idée éminemment socialiste et cela depuis le début du XIXe siècle au moins.

Comment renforcer l'influence de la France et plus particulièrement la place de la langue française dans l'Europe des douze ?
Nous ne pouvons renforcer notre influence que par un rayonnement culturel accru. Mais notre langue est en danger. Nous sommes en train de nous laisser dépasser par la langue allemande, même dans les régions de l'Europe où le français était, depuis des siècles, la langue de culture. Les gens cultivés des pays de l'Est parlaient français. Même en Russie, l'aristocratie, la bourgeoisie intellectuelle parlaient français. Le français faisait vraiment partie de la culture des pays de l'Est européen.
Aujourd'hui, notre langue recule non seulement derrière l'anglais, mais là il y a des raisons économiques tellement expliquables, mais face à l'allemand... Le Goethe Institut, qui est l'équivalent de l'Alliance française, mène une politique culturelle avec beaucoup plus de cohérence. En outre, les instituts français ont souvent peu de moyens et, par conséquent, pilotent peu d'actions.



L'idée de l'Europe est une idée éminemment socialiste. Et cela depuis le début du XIX siècle au moins.

Craignez-vous une hégémonie allemande ?
Je la craindrais surtout si nous nous retirions de l'Europe, si elle ne se faisait pas avec la France à l'intérieur. Alors là, il n'y aurait rien à faire. Il est certain que l'Allemagne aura une très grande importance mais c'est à nous de lutter, notamment sur le plan culturel.

Romans, livres d'histoire, biographies, vous alternez les genres. Que préférez-vous ?
C'est le roman. Il exige plus de travail car, vraiment, nous ne sommes soutenus par rien. Dans une biographie, tout est donné à l'auteur, il ne peut que créer une certaine atmosphère et essayer de ressusciter le plus honnêtement possible le personnage dont il écrit la vie. Il n'a aucune liberté. Mais aussi, il est balisé, soutenu, il a une matière. Dans le roman, l'écrivain n'a d'autre matière que son écriture et son inconscient. C'est avec ses tripes, sa mémoire et ses fantasmes que l'on écrit. L'écriture est surtout le résultat de ses fantasmes. Et c'est réussi ou non, selon que vous aurez su, ou moins bien su, rendre vos fantasmes vivants. L'écriture est souvent une sorte d'analyse, même si on ne le désire pas.

Vous dites souvent que l'engagement politique nécessite la même passion que la foi religieuse...
Au moment où je me suis engagée, je n'avais pas conscience de cela. Je croyais au contraire que j'échappais à la religion, que je prenais des engagements rationnels que, désormais, je me déterminerais pour des raisons hautement sociologiques, sociales... Mais ce n'est pas vrai. Lorsque l'on s'engage dans une formation politique, il est évident que certaines décisions seront conformes à ce qui vous désirez, d'autres non. Or, si vous êtes vraiment engagé avec la foi du militant, si parfois vous n'êtes pas d'accord sur telle ou telle action, vous la faites quand même parce que le parti a décidé de faire ainsi. Alors là, c'est un acte de foi. Ce n'est plus un acte rationnel puisque, laissé à vous-même, vous auriez agi autrement.

Aujourd'hui, vous sentez-vous autant engagée ?
L'engagement n'a plus pour moi la même forme. Je m'engage au coup par coup. Pour une cause qui me paraît essentielle, l'Europe par exemple.

Dans votre dernier roman *"Les Années passion" (1),* **s'affrontent engagement politique et passion amoureuse. Est-ce inconciliable ?**
Je ne crois pas du tout que se soit incompatible. Mais, dans ce livre, je parle d'une période qui est celle de l'après-guerre où les trois personnages principaux sont engagés dans un parti extrêment globalisant : le Parti communiste. Dans un parti comme celui-ci, d'abord, on a très peu de temps et, ensuite, il existe beaucoup d'interdits. On s'y conforme plus ou moins. A cette époque, l'engagement politique dominait tout : le temps, l'esprit et les capacités émotionnelles des hommes. Quand mes personnages se retrouvent, ayant traversé cette expérience et s'en étant dégagés, ils découvrent qu'ils n'étaient pas seulement des militants mais aussi des individus avec leurs passions singulières et, qu'à l'intérieur du groupe militant, ils suivaient au fond une morale extraordinairement conventionnelle. Ils tentent alors de vivre leurs sentiments à leur manière, passionnément.

Propos recueillis par C.L.

(1) Presses de la Renaissance.

L'Europe en éclaireurs.



COMPAGNIE CORPORATE

Avec notre réseau

interconnecté,

nous sommes pionniers

de la construction européenne.

De concertations en

coopérations, pour nous,

l'Europe est déjà une réalité.

EDF
Electricité de France

Coll. Fondation Jean-Jaurès